

Pierre Godin: René Lévesque ou la stratégie d'un Québécois ambigu

Page A 7



L'avenir du logement social passe par la santé, dit Harel

Page A 7



www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. XCII N° 228

LE MARDI 9 OCTOBRE 2001

87c + TAXES = 1\$

2000 Canadiens en renfort

Frégates, destroyers et unité anti-terroriste se joignent aux forces de la coalition

MANON CORNELLIER
DE NOTRE BUREAU
D'OTTAWA

Le Canada s'est officiellement joint à la campagne militaire lancée dimanche contre les talibans et Oussama ben Laden. Frégates, destroyers, unité anti-terroriste spéciale feront équipe avec les forces américaines, britanniques, françaises, australiennes et allemandes.

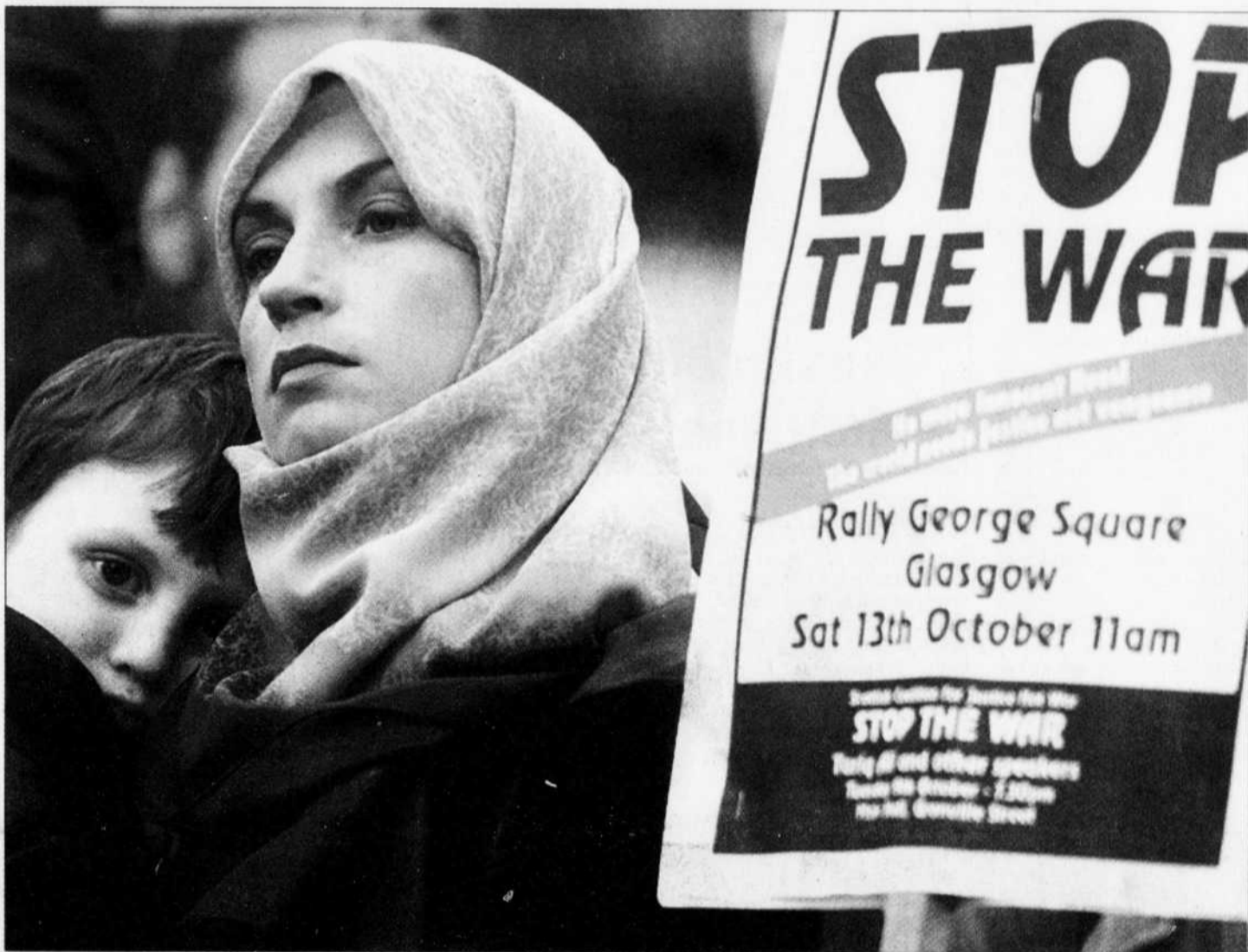
Au total, plus de 2000 militaires canadiens, surtout des membres de la marine, seront envoyés sur les lieux. Il s'agirait d'une des cinq contributions militaires de la coalition en importance, indiquait hier le chef d'état-major Raymond Hénault.

La demande d'appui militaire est venue de Washington vendredi soir et, dès dimanche matin, après des échanges avec le ministre de la Défense et le chef d'état-major, le premier ministre Jean Chrétien communiquait son soutien au président américain George Bush. Puis, peu après le début des frappes, il confirmait publiquement la participation militaire canadienne. Il a alors averti que «la lutte contre le terrorisme sera [il] longue», mais il promettait de la gagner.

Ce sont le ministre de la Défense, Art Eggleton, et le général Raymond Hénault qui ont levé la voile hier sur la nature de la contribution canadienne. Elle sera de deux ordres.

D'abord naval, avec l'envoi de six navires qui assureront la surveillance et la protection d'autres bâtiments, comme des porte-avions. Une première frégate,

VOIR PAGE A 10: CANADIENS



Une musulmane et son fils se trouvaient hier à George Square, à Glasgow, en Écosse, pour participer à l'une des nombreuses manifestations contre les frappes militaires en Afghanistan tenues hier de par le monde. Des rassemblements ont aussi eu lieu notamment au Pakistan, en Turquie, en Indonésie, au Bangladesh, au Japon, en Espagne et dans la bande de Gaza, où l'on déplore deux morts.

Le pari des faucons

En attendant trois semaines et demie avant de réagir militairement, le gouvernement de George W. Bush a pu se rallier une opinion intérieure quasi unanime et un très large soutien dans le monde occidental, voire au sein des élites au pouvoir dans plusieurs pays arabo-musulmans. En outre, les deux premiers jours de la «vraie guerre» se sont déroulés en apparence exactement comme les experts avaient eu le temps de le prédire.



Claude Lévesque

Tout semble donc aller rondement. Sauf qu'à l'approche du terrible hiver afghan, qui compliquera bientôt les opérations militaires autant qu'il exacerbera à coup sûr une situation humanitaire déjà désastreuse, au moins deux questions demeurent tout aussi obsédantes qu'auparavant. Quel impact les frappes américaines auront-elles sur une opinion mondiale plus large, c'est-à-dire parmi les masses de citoyens qui ne portent pas toujours l'oncle Sam dans leur cœur? Qu'arrivera-t-il si les alliés ne réussissent pas, malgré tous leurs efforts, à traduire ben Laden devant un tribunal ou, à tout le moins, à produire un cadavre identifiable?

De la Jordanie au Pakistan en passant par l'Égypte, un débat global se déroule dans les médias locaux, qui vont jusqu'à «jouer» côte à côte en «une» le discours de George W. Bush et celui d'Oussama ben Laden, faisait remarquer hier *The Christian Science Monitor*.

Déjà, il y a deux semaines, un éditorial du quotidien britannique *The Observer* évoquait la possibilité d'une série de soulèvements populaires contre les gouvernements musulmans modérés. «Les conséquences [en] seraient bien plus graves que l'éventualité d'une récession ou celle d'un baril de pétrole brut à 100 \$». Ce serait un nouveau bloc qui surgirait au Moyen-Orient, alliant la technologie du vingt et unième siècle à une mentalité médiévale, et assez riche pour se procurer des armes nucléaires et les vecteurs pour les «livrer», s'alarmait le journal.

Au Pakistan, un pays voisin de l'Afghanistan, plusieurs groupes islamistes ont organisé d'impressionnantes manifestations contre les frappes américaines. (Tout de même moins nombreuses qu'il y a dix ans, au moment de la guerre du Golfe, faut-il souligner.) Dans ce même pays, un commentateur très critique de la collaboration de son gouvernement à l'opération «Liberté immuable» a avancé hier, dans le quotidien *Dawn*, que les objectifs américains ne se limitent pas à la capture d'Oussama ben Laden ou à la mise hors d'état de nuire de son organisation.

VOIR PAGE A 10: PARI

Lire aussi:

- La chronique de Chantal Hébert, page A 3: John Manley, étoile montante
- La chronique de Christian Rioux, page A 4: Jusqu'où ira l'Europe?
- La chronique de Jean Dion, page A 5: Vert comme la guerre
- L'éditorial de Jean-Robert Sansfaçon, page A 8: Toutes les guerres sont sales

Une deuxième journée de frappes

L'opération d'«autodéfense» pourrait s'étendre au-delà de l'Afghanistan

JOSÉE BOILEAU
LE DEVOIR

Les États-Unis ont repris hier, pour une deuxième journée consécutive, leurs frappes contre l'Afghanistan, mais les Américains ont souligné que la guerre contre le terrorisme ne se limite ni à Oussama ben Laden, ni à l'Afghanistan.

«Nous pourrions découvrir que notre autodéfense exige d'autres actions concernant d'autres organisations et d'autres États», indique l'ambassadeur américain auprès de l'ONU, M. John Negroponte, dans une lettre adressée au Conseil de sécurité.

La Maison-Blanche refuse toutefois de fournir la liste des pays visés: «la lettre parle d'elle-même», a simplement déclaré le porte-parole de la Maison-Blanche, Ari Fleischer, en conférence de presse hier midi.

Il est clair toutefois que les États-Unis ne sont pas à la recherche d'un seul homme mais s'en prennent à «un réseau tout entier disposant d'agents dans quelque 60 pays», a précisé M. Fleischer.

Les talibans ont pour leur part réagi aux bombardements en appelant au jihad, la guerre sainte, contre les États-Unis. Ils ont qualifié l'opération américaine d'«acte terroriste contre l'ensemble du monde musulman» et ont réitéré qu'ils ne livreraient pas ben Laden.

Les États-Unis ont toutefois le feu vert des Nations unies et de son secrétaire général Kofi Annan qui a présenté hier l'action américaine comme un acte de «légitime défense» à la suite des attentats du 11 septembre qui ont fait près de 6000 morts ou disparus.

VOIR PAGE A 10: FRAPPES

INDEX

Annonces	B 7	Idées	A 9
Actualités	A 7	La riposte	A 2
Avis publics	B 8	Mots croisés	B 7
Culture	B 10	Météo	B 7
Éditorial	A 8	Religions	B 6
Économie	B 1	Sports	B 5
Fonds	B 2	Télévision	B 9

Ni paix ni guerre

Une rupture de conscience

«Derrière le voile de l'ordre, luisent les yeux du chaos» — Novalis

Albert Legault

La guerre absolue et la paix absolue n'existent pas. Sinon, les guerres ne se termineraient jamais, ou encore l'état de paix serait un paradis perdu retrouvé. Il n'y a que des guerres particulières, ou des paix particulières. Et la vérité absolue n'existe pas non plus. Il n'y a que des vérités particulières, qui tiennent souvent au pluralisme culturel des peuples et des nations, des ethnies, des tribus et des clans. Il n'existe qu'une seule vérité démocratique: les conflits doivent être résolus pacifiquement. Mais les démocraties peuvent être aussi violentes que les dictatures dans la guerre. A telle enseigne, la Seconde Guerre mondiale.

La guerre froide nous a habitués à un climat d'opposition idéologique global entre le communisme et l'anticommunisme, entre la démocratie et le totalitarisme, entre le «ni paix ni guerre». Cette confrontation ne pouvait connaître de dénouement que grâce à la sagesse des États. La fin de la guerre froide a connu sa conclusion avec la disparition de la virulence idéologique entre les États. La démocratie triomphe, c'est «la fin de l'histoire», au sens hégélien du terme, qui marque ou qui devrait marquer une nouvelle ère de coopération entre les États.

Le terrorisme sanglant de septembre fait renaître

un nouveau climat de «ni paix ni guerre». Il est cependant erroné de qualifier ce phénomène de nouvelle guerre froide. La guerre oppose des États entre eux, ou alors des communautés entre elles lorsque la guerre civile s'installe à l'intérieur. En réalité, la coalition internationale antiterroriste qui vient d'être mise sur pied se tue à nous expliquer qu'il ne s'agit pas d'une nouvelle guerre de religion.

Un mouvement millénariste ultraviolent

De quoi s'agit-il alors? Très simplement d'un mouvement millénariste ultraviolent qui nous annonce sinon la fin du capitalisme du moins le triomphe de l'Islam, avec un grand «I», et dont l'avènement ne pourra intervenir que lorsque tous les Occidentaux auront été boutés hors de la terre sainte (Arabie saoudite). Dans ces conditions, les troupes américaines en Arabie saoudite ou au Pakistan, première république à se réclamer islamiste, sont considérées comme des infidèles. Et le président Bush, dans son discours au Congrès sur les événements de septembre, a bien compris la chose: «Ils sont contre nous parce que nous nous dressons sur leur chemin.»

La nouveauté ben Laden est ailleurs. Mouvement millénariste ou non, il est désormais un personnage

VOIR PAGE A 10: RUPTURE



Un appareil F-14 Tomcat attendait de décoller du pont du porte-avions Carl Vinson, hier, dans le golfe Arabo-Persique.

RUBEN SPRICH REUTERS

• LA RIPOSTE •

L'attaque-surprise n'a pas eu lieu

«Les talibans ont eu amplement le temps de s'y préparer»,
croit un expert américain

RENÉ LEWANDOWSKI
LE DEVOIR

Les bombes et les missiles américains et britanniques lancés sur l'Afghanistan auraient eu peu d'impact sur les équipements militaires des talibans, selon un expert américain spécialisé dans les attaques-surprises en temps de guerre.

«Les talibans ont eu amplement le temps de s'y préparer», dit Patrick Morgan, professeur en sciences politiques de l'Université de Californie.

M. Morgan, un expert en renseignement stratégique et en contrôle de l'armement, soutient que les armes terrestres des talibans, comprenant chars d'assaut, lance-missiles et équipements de transport sont depuis belle lurette à l'abri des frappes aériennes.

Ce qui est moins certain, cependant, ce sont les dommages causés sur les infrastructures fixes telles que les aéroports, les systèmes de radar, de communications et d'énergie. Quant aux camps d'entraînement de ben Laden, ils ne disposaient pas, selon le professeur, de structures bien élaborées. «Il n'y a rien à bombarder dans ces camps!» dit-il.

Consensus international

L'attaque est-elle arrivée trop tard? Pas du tout, estime Mark Crescenzi, professeur de sciences politiques et expert des conflits internationaux à l'Université de Caroline du Nord. «Les États-Unis devaient d'abord s'assurer d'un consensus international avant de déclencher une riposte», dit-il. Au risque de sacrifier une attaque-surprise. Selon lui, ce consensus est particulièrement important dans l'hypothèse d'un long conflit.

«L'attaque est peut-être même arrivée un peu trop tôt», dit Patrick Morgan. En effet, si l'objectif est de renverser le régime des talibans, les «forces du bien» de



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Pendant que les forces anglo-américaines frappaient hier encore l'Afghanistan, deux Montréalais parlaient de paix sur un mur de la ville.

dit Patrick Morgan. Chose certaine, peu importe la stratégie militaire, le régime des talibans ne pourra résister bien longtemps aux agressions des américains. Sur tout si l'Alliance du Nord, appuyée par les alliés, commence à avancer vers Kaboul. «Un mois maximum», prédit M. Morgan.

Sauf qu'il y a une différence entre renverser le gouvernement

taliban et se débarrasser complètement du régime. «Dans les grottes et les cavernes de l'Afghanistan, ces fous de Dieu pourraient faire durer le suspense pendant des lunes», dit Mark Crescenzi.

Bombarder l'Afghanistan est une très mauvaise stratégie, peu importe le moment choisi, selon la professeure d'histoire américaine Sarah Shields. «Des mis-

siles qui tuent des innocents ne feront qu'enflammer la situation, dit-elle. Et en quoi sont-ils si différents des actes terroristes?» D'après la spécialiste, les civils qui vivent dans des régimes de terreur en Irak et en Afghanistan n'ont aucun contrôle sur les actions de leurs gouvernements.

«Mais lorsque des innocents sont tués ils savent très bien désigner les tueurs.»



Il était une fois...
fée
miniman
BOUTIQUE

Enfants Deslongchamps

Vêtements d'enfants 0 à 18 ans
Vêtements de maternité à l'étage

1007, RUE LAURIER OUEST,
OUTREMONT
TÉL.: 274-2442

LA RECHERCHE C'EST LE DEVOIR

Fondation Marie-Robert
1000, RUE NOTRE-DAME OUEST, ÉMERYVILLE, Q.C.
MONTREAL (QUÉBEC) H3C 1J4
TÉLÉPHONE: (514) 912-2342 Télécopieur: (514) 912-1308

La recherche :
La solution au casse-tête.

ACHETEZ VOS LIVRES À
Fondation Marie-Robert
4800, RUE NOTRE-DAME OUEST, ÉMERYVILLE, Q.C.
MONTREAL (QUÉBEC) H3C 1J4
TÉLÉPHONE: (514) 912-2342 Télécopieur: (514) 912-1308

En prime : l'admiration
et l'envie de tous.

Vous savez déjà que le RX 300 est doté de caractéristiques qui le distinguent, comme un dispositif de contrôle du dérapage du véhicule, quatre roues motrices, un régulateur de traction et des freins ABS. Mais sachez qu'en optant pour l'achat ou la location-bail d'un RX 300 Édition limitée, vous en aurez encore plus pour votre argent. 2 250 \$ de plus, en fait ! La myriade de caractéristiques de luxe comprend :

intérieur cuir, sièges avant chauffants, panneau de toit transparent, rétroviseurs à atténuation électrochromique et garnitures en ronce de noyer. Inutile de dire qu'au volant, vous ferez l'objet de l'admiration et de l'envie de tous.

Pour contacter un concessionnaire
Lexus ou en savoir plus :
1 800 26-LEXUS • www.lexus.ca

LE RX 300 ÉDITION LUXE

5,9% TAUX DE LOCATION 575 \$ PAR MOIS au prix de 51 250 \$

À la conquête de la perfection. LEXUS



LE LEXUS RX300 2001

LA RIPOSTE



Chantal Hébert

John Manley, étoile montante

Les attentats du 11 septembre contre le World Trade Center à New York et le Pentagone à Washington ont permis à John Manley, le ministre canadien des Affaires étrangères, de se démarquer. Proche de Jean Chrétien, Manley est aujourd'hui le ministre le plus visible du gouvernement fédéral.

On ne saura jamais si Paul Martin pense encore qu'il a bien fait de ne pas réclamer un changement d'affectation après les dernières élections, mais, chose certaine, aujourd'hui, son collègue des Affaires étrangères lui doit une fière chandelle.

Si M. Martin avait tiré sa révérence de la politique fédérale ou des finances plutôt que de se résigner à ronger son frein dans ses fonctions actuelles en voyant que Jean Chrétien était partant pour un troisième mandat, c'est John Manley qui l'aurait vraisemblablement remplacé au pied levé.

Cette promotion aurait sans doute eu raison des perspectives d'avenir du ministre ontarien. D'abord, parce que les occasions de se démarquer de son brillant prédécesseur auraient été rares, en égard en particulier à la tournure catastrophique que prend l'économie.

Surtout, doté comme il l'est de l'image la plus straight du cabinet, M. Manley aurait risqué de devenir aux finances le Michael Wilson de Jean Chrétien, c'est-à-dire un ministre que ni le public ni son parti n'imaginent autrement qu'en comptable de la vision des autres.

À la veille du dernier scrutin, le premier ministre lui demandait plutôt de prendre en main les Affaires étrangères, laissées vacantes par le départ à la retraite de Lloyd Axworthy.

À l'époque, le Canada nageait en pleine fébrilité pré-électorale et les commentateurs s'étaient peu attardés à ce changement de garde.

Sur la colline parlementaire, on savait généralement que M. Manley était un des ministres que son patron tenait en haute estime. On savait également que ce sentiment était plutôt partagé par ses critiques de l'opposition, et cela, même si à l'industrie il s'était surtout distingué publiquement, et dans le mauvais sens du mot, en proposant que son gouvernement vienne à la rescousse du hockey professionnel.

Dans cette affaire, M. Manley n'avait dû son salut qu'à sa capacité de battre en retraite à la vitesse de l'éclair, un signe d'intelligence dont tous ses collègues n'auraient pas nécessairement été capables.

Contrairement à sa collègue albertaine Anne McLellan — dont le nom avait également été évoqué pour les Affaires étrangères — le ministre Manley parlait couramment français. Le fait qu'il représente une circonscription sûre de la région d'Ottawa, et donc, peu susceptible de le monopoliser pendant la campagne électorale, était un autre atout circonstanciel à verser au dossier de sa promotion aux Affaires étrangères.

Ce qu'on disait moins, c'est combien John Manley était susceptible de vouloir changer la trajectoire infléchie par son prédécesseur Lloyd Axworthy.

Issu de l'aile droite du Parti libéral, nettement plus motivée par le libre-échange et plus ouverte à la mondialisation que la gauche dont se réclamait son collègue Axworthy, M. Manley allait entreprendre dès son arrivée de recentrer la politique étrangère du Canada sur la relation canado-américaine.

Largement dicté par la nécessité dans la foulée de l'arrivée de l'administration Bush, ce choix allait devenir carrément inspiré dans la foulée des événements du 11 septembre.

Depuis les attentats terroristes, John Manley est devenu le ministre le plus visible du cabinet Chrétien, faisant la plupart du temps figure d'oasis de clarté dans un océan d'ambiguïté politique.

Sa performance a agréablement surpris le public qui, en général, le connaissait peu ou pas. Et, alors que depuis le 11 septembre la première guerre du Canada est basée sur les relations publiques, destinée à rassurer les États-Unis quant à la bonne tenue de leur voisinage immédiat, le ministre Manley a exactement le physique solide de cet emploi exigeant.

Résultat, on n'a pas fini de le voir puisque, la semaine dernière, Jean Chrétien lui confiait la direction des opérations du cabinet sur le front de la suite canadienne à donner aux attentats terroristes.

Du coup, John Manley est littéralement devenu le Stéphane Dion de l'après 11 septembre. Je m'explique. Jean Chrétien ne gagnera jamais des prix d'éloquence, mais cela ne l'a pas empêché de triompher des quelques grands débats dans lesquels il a engagé son gouvernement.

Or, à l'inverse de Brian Mulroney par exemple qui prenait toute la place en de telles circonstances, Jean Chrétien a plutôt eu tendance à permettre au ministre que les circonstances désignent comme le meilleur porteur du ballon gouvernemental du moment d'occuper un maximum de terrain. À l'époque de la guerre du déficit, c'était Paul Martin. Lors du débat sur le projet de loi sur la «clarté» référendaire, M. Dion avait hérité du même rôle.

Tout cela pour dire que, si M. Manley a autant de corde ces jours-ci, c'est parce que le premier ministre lui en donne. Et que, l'ayant donnée, Jean Chrétien est peu susceptible de la lui retirer ou de tirer publiquement dans une autre direction.

Dans les rangs libéraux, on s'interroge évidemment déjà sur les éventuels dividendes politiques de la soudaine notoriété de John Manley. Avant le 11 septembre, on lui connaissait de modestes ambitions de leadership. Il en a dorénavant davantage les moyens. Plus jeune que Paul Martin, plus bilingue que Brian Tobin et moins superficiel dans ses propos, dans une langue ou dans l'autre, qu'Allan Rock, il a désormais une place dans les calculs qui entourent la succession du premier ministre.

Chantal Hébert est columniste politique au Toronto Star.

La Caisse obtient un contrat de 400 millions au Bahreïn

RENÉ LEWANDOWSKI
LE DEVOIR

Moins de 24 heures après les premiers bombardements en Afghanistan, CDP Capital, le gestionnaire de fonds de la Caisse de dépôt et placement du Québec, a obtenu un mandat de gestion de 400 millions US d'Arab Insurance Group (ARIG), le plus grand fournisseur d'assurance et de services financiers du Moyen Orient et d'Afrique du Nord.

CDP Conseil, membre de CDP Capital, créera avec ARIG une société, CDP ARIG, qui gèrera à partir du Bahreïn des fonds institutionnels des pays du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord.

CDP Conseil est une firme spécialisée dans l'aide aux pays désireux de se doter de fonds de régimes de retraite universels et de les gérer. Un peu selon le modèle québécois de la Caisse de dépôt.

Joint sur son cellulaire, le président de CDP Capital, M. Nadeau était au Bahreïn hier pour la signature du partenariat et annoncer la bonne nouvelle. Bahreïn est un petit émirat arabe situé à côté de l'Arabie saoudite. «A trois kilomètres d'ici, on peut voir les avions américains décoller», a indiqué M. Nadeau. Selon lui, l'expérience de CDP Capital combinée à la connaissance des marchés et au réseau de distribution d'ARIG permettra à CDP ARIG de tirer pro-

fit d'un marché potentiel évalué à un trillion de dollars US.

CDP ARIG offrira des services de gestion de fonds, du soutien actuariel, des services de répartition de l'actif, des services-conseils en développement de stratégie de gestion de portefeuille ainsi que de nombreux autres produits adaptés au marché.

Une dizaine de personnes travailleront au Bahreïn, dont plusieurs gens de la Caisse qui déménageront là-bas dans les prochains mois. CDP ARIG investira entre autres dans des entreprises du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord, mais il est peu probable que la société prenne des positions dans des compagnie israéliennes. «On n'en a pas discuté, mais il y a quelques contraintes auxquelles on devra se conformer», dit M. Nadeau. La partie internationale du portefeuille sera toutefois gérée de Montréal.

Interrogé sur le moment où survient cette annonce, compte tenu des événements tragiques qui se déroulent présentement dans la région, M. Nadeau a souligné que les gens de ARIG ne sont pas des talibans, mais simplement des gens d'affaires désireux de bien gérer leur argent dans un système capitaliste.

Il a aussi indiqué avoir aperçu hier le chef de l'OLP, Yasser Arafat, qui logeait dans le même hôtel que lui. «Mais je ne l'ai pas sollicité pour un mandat de gestion!»

Les policiers canadiens en état d'alerte maximale

Ottawa (PC) — Les policiers de la région d'Ottawa sont en alerte maximale depuis le début de la riposte américaine aux attentats du 11 septembre, surveillant de près les aéroports et les missions diplomatiques, en plus de scruter les comportements suspects.

Dans tout le pays, les corps de police avaient déjà accru leur présence depuis les attentats, mais certains d'entre eux sont encore plus vigilants au lendemain des frappes contre l'Afghanistan.

Le régime des talibans au pouvoir en Afghanistan, qui héberge Oussama ben Laden — le chef du réseau al-QaJeda soupçonné d'être responsable des attentats —, a soutenu que des représailles attendaient tout pays assistant les États-Unis dans leur riposte militaire. Les autorités insistent pour que les Canadiens soient vigilants tant au pays qu'à l'étranger. «Nous sommes en alerte maximale depuis les frappes d'hier», a affirmé lundi Léo Janveau, sergent d'état-major à la police d'Ottawa.

«Nous portons une attention particulière à certains lieux vulnérables et à haut risque», y compris l'aéroport et les ambassades — particulièrement celle des États-Unis, située à deux pas de la colline parlementaire.

«Personne ne peut prédire ce qui se passera, a dit M. Janveau. Mais si quelque chose se produit, nous voulons certainement être prêts et être en mesure de mobiliser des ressources afin de répondre adéquatement à tout ce qui pourrait survenir.» Un porte-parole des Douanes a indiqué qu'aucune nouvelle mesure de sécurité n'avait été déployée à la frontière canado-américaine depuis le début de la campagne militaire, dimanche.

La Gendarmerie royale du Canada (GRC) n'a pas voulu confirmer que les mesures de sécurité ont été accrues au 24 Sussex (résidence du premier ministre) et à la colline parlementaire. Le porte-parole Marc Richer a toutefois précisé que les gens remarqueront davantage de voitures de la GRC dans les rues d'Ottawa.

Au grand regret de Québec

Le Sommet de la Francophonie est reporté

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Les attaques terroristes du 11 septembre auront fait tomber une autre rencontre internationale. Le Sommet de la Francophonie vient en effet d'être reporté, au grand regret de Québec qui maintient que l'événement aurait été un forum des plus appropriés compte tenu des récents événements.

«Nous, c'est pour ça qu'on voulait que le Sommet se tienne. On disait que c'est le temps, ce n'est pas marginal de parler du dialogue des cultures. C'est au contraire éminemment stratégique et pertinent de parler entre arabophones et francophones, entre Orient et Occident. Ça avait plein de sens», a déclaré le ministre québécois aux Relations internationales, Louise Beaudoin.

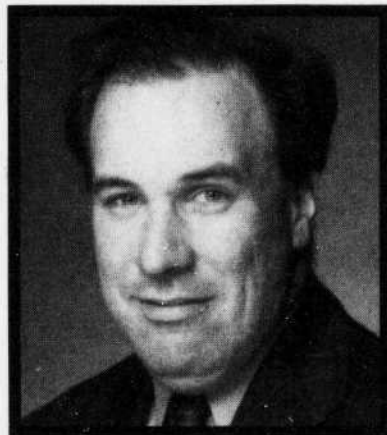
Le secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Boutros Boutros-Ghali, a confirmé hier matin que le Sommet, qui devait se tenir à Beyrouth du 26 au 28 octobre, sous le thème du «dialogue des cultures», serait reporté d'un an. Depuis plus d'une semaine, les rumeurs de l'annulation du Sommet de Beyrouth étaient nombreuses. La décision ultime devait revenir au gouvernement du Liban qui, devant l'impossibilité de parvenir à un consensus, a préféré que l'affaire soit du ressort de M. Boutros-Ghali. Ce dernier, après consultation auprès des chefs de gouvernements, en a fait l'annonce hier matin.

Dans le communiqué annonçant la décision, on fait mention que «compte tenu de la situation internationale qui a déjà entraîné une profonde modification du calendrier des grandes conférences internationales, il ressort que les chefs d'État et de gouvernement souhaitent ajourner

d'une année le 9^e Sommet de la Francophonie». Outre cette rencontre, celle du Commonwealth qui devait se tenir à Brisbane, et celle de l'ONU sur les enfants ont été reportées. Le début des ripostes contre l'Afghanistan risque de sonner le glas d'autres rencontres internationales prévues au calendrier, comme la série de négociations de l'Organisation mondiale du commerce, au Qatar, ou encore la rencontre économique de l'Asie-Pacifique (APEC), prévue à la fin du mois à Shanghai. Malgré les tensions internationales, et contrairement à plusieurs gouvernements qui préféreraient remettre à plus tard le Sommet de la Francophonie, le gouvernement du Québec s'est toujours dit favorable à la tenue du Sommet.

«Il y a là un symbole important que ça se tienne en terre arabe», a mentionné Mme Beaudoin, qui se réjouit toutefois que le Liban soit le pays hôte pour l'automne prochain. Le Liban aurait accueilli le neuvième Sommet de la Francophonie, mais le premier à se dérouler dans le monde arabe, qui représente près de la moitié des 55 pays membres de l'organisation internationale. Du côté d'Ottawa, au cabinet du premier ministre Jean Chrétien, un porte-parole a souligné que «M. Chrétien a toujours indiqué vouloir participer au Sommet cette année, et qu'il serait présent l'an prochain». D'ici à l'automne 2002, les ministres responsables de la Francophonie devront cependant se rencontrer en décembre, à Paris. Cette rencontre est capitale puisqu'elle servira à voter le budget de l'an prochain de l'OIF, et également à allonger d'un an le mandat du secrétaire général Boutros-Ghali, dont le poste devait être soumis à une élection.

Ouimet-Cordon Bleu Inc. J.-R. Ouimet Inc.



Jean-Robert Ouimet

Monsieur J.-Robert Ouimet, C.M., C.Q., Ph.D., président du Conseil d'administration et chef de la direction de Ouimet-Cordon Bleu Inc. et de J.-R. Ouimet Inc., est heureux d'annoncer la nomination de Monsieur Jean-Robert Ouimet au poste de vice-président de la mise en marché de J.-R. Ouimet Inc. ainsi que membre du Comité de direction de la compagnie. Il relève de Monsieur Pierre Denault, président de J.-R. Ouimet Inc.

Ouimet-Cordon Bleu Inc. comprend différentes compagnies dont les activités principales sont l'acquisition de participations dans différentes entreprises de produits alimentaires stériles et congelés. La compagnie J.-R. Ouimet Inc., fondée en 1933 par J.-René Ouimet, est spécialisée dans la fabrication et la mise en marché de produits alimentaires sous les marques Cordon Bleu, Clark et autres. Ces produits sont distribués au Canada, aux États-Unis, au Mexique, en Australie et ailleurs.

Les femmes et les hommes qui œuvrent au sein de notre groupe d'entreprises tentent, dans un climat de grande liberté, de «Concilier bonheur humain et rentabilité de l'entreprise».



LE CONSEIL
DES RELATIONS
INTERNATIONALES
DE MONTRÉAL

DÉJEUNER-CAUSERIE

Le Conseil des relations internationales de Montréal présente un déjeuner-causerie dont le conférencier invité sera :

L'honorable John Manley
Ministre des Affaires étrangères du Canada

Le Canada après le
11 septembre 2001

Jeu le 11 octobre 2001 de 12h00-14h00

Ritz-Carlton
1228, rue Sherbrooke ouest
Salon Ovale

INFORMATION : (514) 340-9622

loto-québec

loto	Tirage du	GAGNANTS	LOTS
649	2001-10-06	6/6: 1 5/6+: 5 5/6: 255 4/6: 13 103 3/6: 253 995	2 000 000,00 \$ 119 558,40 \$ 1 875,40 \$ 69,90 \$ 10,00 \$
Numéro complémentaire: 11		Ventes totales: 14 500 511 \$ Prochain gros lot (approx.): 2 000 000 \$	

Québec	Tirage du	GAGNANTS	LOTS
49	2001-10-06	6/6: 0 5/6+: 0 5/6: 18 4/6: 960 3/6: 19 146	1 000 000,00 \$ 50 000,00 \$ 500,00 \$ 50,00 \$ 5,00 \$
Numéro complémentaire: 10		Ventes totales: 601 633,50 \$	

Promotion Double Jeu	Tirage du	GAGNANTS	LOTS
649 +	2001-10-06	7/7: 0 6/7+: 5 6/7: 73 5/7: 4 326 4/7: 93 422 3/7+: 84 377 3/7: 774 072	5 000 000,00 \$ 41 469,00 \$ 2 485,30 \$ 149,80 \$ 10,00 \$ 10,00 \$
Numéro complémentaire: 31		particip. gratuite	

Extra	Tirage du	GAGNANTS	LOTS
NUMERO	2001-10-06	59	169,49 \$
405560	100 000 \$	*Seules les sélections participant au Loto 6/49 et au Québec 49 sur le même billet sont admissibles à la promotion.	

Extra	Tirage du	GAGNANTS	LOTS
NUMERO	2001-10-05	739118	100 000 \$

Le jeu doit rester un jeu

T.V.A., LE RÉSEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC

LA RIPOSTE

PERSPECTIVES

Jusqu'où ira l'Europe?

L'appui européen pourrait être mis à rude épreuve si l'intervention s'éternisait

En France l'annonce des premières frappes américaines ne pouvait pas plus mal tomber. La population a appris la nouvelle alors qu'elle se remettait à peine du malaise créé la veille par quelques centaines de jeunes Algériens qui ont interrompu brutalement le premier match de football de l'histoire entre la France et l'Algérie.

Ce devait être le match de la «réconciliation» entre deux anciens ennemis. Il aura été celui de la haine. Celle exprimée par quelques centaines de jeunes d'origine algérienne envers l'ancienne puissance coloniale qui menait 4 à 1. Les jeunes Maghrébins avaient tout juste fini de huer la Marseillaise — et quelques-uns de crier «Vive ben Laden» — que les premières bombes américaines s'écrasaient sur Kaboul. Le président Chirac aurait souhaité un meilleur contexte pour expliquer que les alliés ne venaient pas d'entrer en guerre contre les musulmans.

Les journalistes qui ont tenté hier d'interviewer les organisations islamiques françaises, largement composées d'Algériens, se sont donc butés à des portes closes. Dans la plupart des cas, les premières frappes américaines ont été accueillies dans ces milieux par un silence de mort.

C'est une des raisons pour lesquelles le Conseil des ministres de l'Union européenne réuni hier au Luxembourg a tenu à rappeler une fois de plus que «l'action soigneusement ciblée déclenchée le 7 octobre n'est ni une attaque contre l'Islam ni contre le peuple afghan».

Pour l'heure, les membres de l'Union européenne serrent les rangs derrière l'intervention américaine, même si les niveaux d'implication varient considérablement d'un pays à l'autre. Mais il n'est pas besoin de lire longtemps entre les lignes pour deviner que, si les frappes devaient s'éterniser, cette unité serait mise à rude épreuve.

Conscient que l'engagement des alliés sera de plus en plus difficile à défendre au fur et à mesure que les réfugiés afflueront aux frontières, et meubleront les heures d'attente, le Conseil des ministres de l'Union a décidé hier de consacrer plus de 400 millions de dollars à l'aide humanitaire.

Si l'on met de côté l'exceptionnelle implication de la Grande-Bretagne qui participe directement aux opérations, les autres pays européens jouent pour l'instant un rôle de second plan. Des demandes militaires ont été faites à l'Allemagne, à l'Espagne et à la France, mais les forces de ces pays ne devraient pas intervenir avant quelques jours.

Signe que la France n'est pas aux avant-postes, le ministre des Armées a appris les premières frappes en direct à la télévision. Celui de la Défense, Alain Richard, a laissé entendre que des agents des services de renseignement de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) étaient déjà sur le terrain. Ces hommes sont probablement dans le nord du pays, là où l'Alliance du Nord a des liens historiques avec la France. On soupçonne aussi les bâtiments français qui croisent en mer d'Oman de faciliter les communications secrètes avec les résistants.

Ce n'est qu'une «question de jours» avant que des forces françaises n'entrent en jeu, dit Alain Richard. Mais il prend garde de préciser que celles-ci devront «participer à des opérations sur des objectifs relevant du système terroriste».

Faut-il conclure qu'il n'est pas question de bombarder les installations des talibans? C'est le genre de question auxquelles les ministres ne répondent pas. Même si celui des Affaires étrangères, Hubert Védrine, dit préparer l'après-talibans et qu'il «faut libérer l'Afghanistan».

La France devrait par ailleurs mettre à la disposition des armées américaine et britannique sa base de Djibouti, la frégate *Courbet* et le pétrolier *Var*. Mais l'action la plus importante pourrait venir d'une unité spéciale d'intervention expérimentée dans les opérations en montagne.

À défaut d'une action militaire européenne, le chancelier Schröder a déclaré que, «comme la France, l'Allemagne apportera [sa] contribution selon les demandes qui lui seront faites». Contrairement à leurs homologues français, les Verts allemands ont soutenu l'intervention américaine après un plaidoyer du ministre des Affaires étrangères Joschka Fischer.

Dans la capitale allemande une manifestation pacifiste a déjà mobilisé 3000 personnes alors qu'à Paris, à peine une centaine de manifestants opposés aux frappes se sont réunis sur la place de la Concorde.

En Espagne, tous ne partagent pas l'enthousiasme débordant du premier ministre José María Aznar qui est parmi les plus proches des positions américaines. Le quotidien *El Mundo* a exprimé les doutes de nombreux Européens qui s'interrogent sur l'efficacité de l'opération même si elle est justifiée.

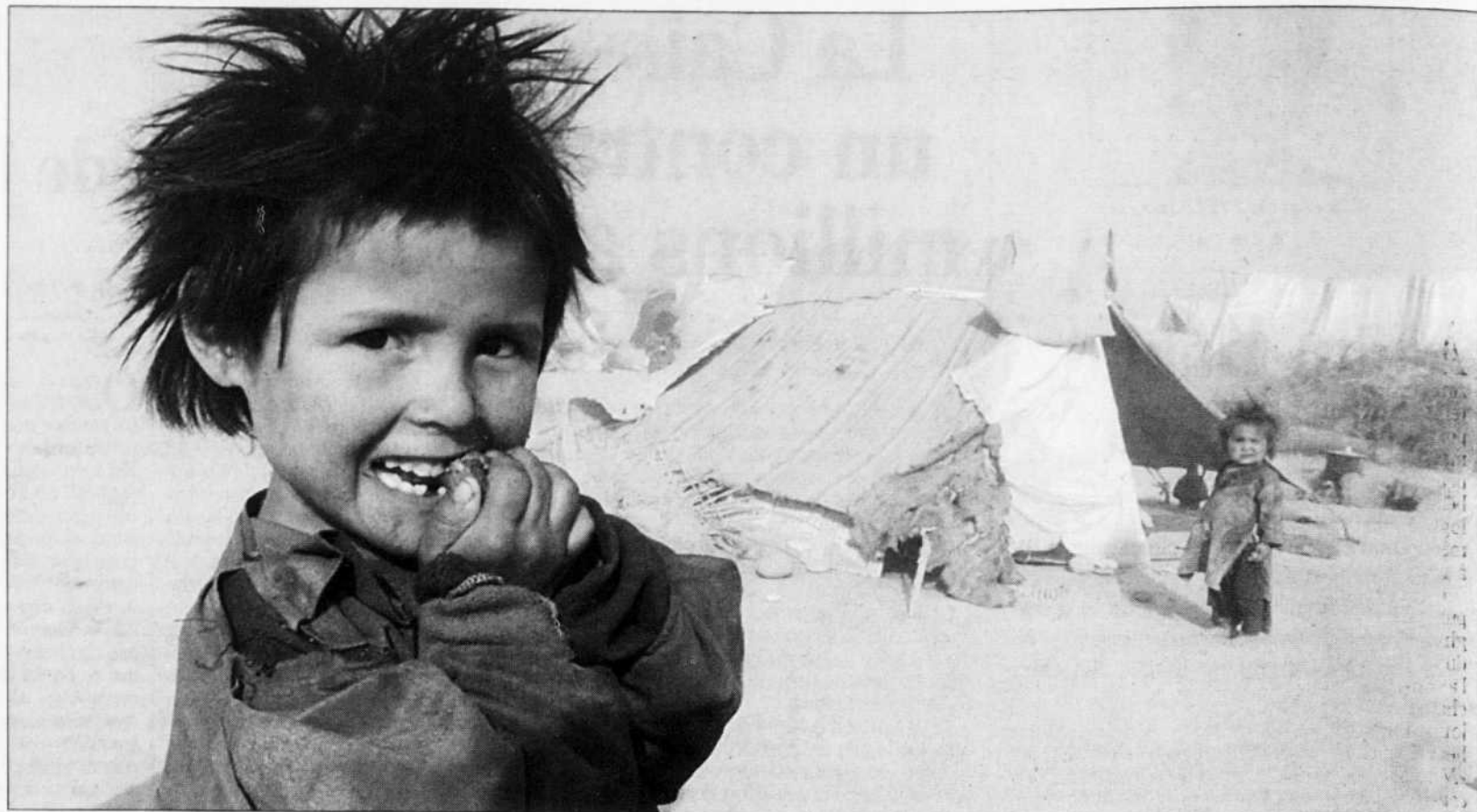
«Quand les alliés ont attaqué l'Irak en 1991, ils avaient en tête un objectif clair: libérer le Koweït. Au Kosovo, il s'agissait de paralyser l'armée yougoslave. Mais, cette fois, l'objectif avoué est de capturer Oussama ben Laden et d'en finir avec des réseaux terroristes mondiaux dont l'épicentre se trouve en Afghanistan.»

Le quotidien doute que cet objectif puisse être atteint par des moyens militaires classiques dans un pays «grand comme l'Espagne, couvert de montagnes, sans communications fiables et avec des températures qui, en hiver, peuvent atteindre moins 30 ou moins 40 degrés».

L'Inde critique le Pakistan

Islamabad (Reuters) — Le premier ministre indien Atal Behari Vajpayee a reproché hier au président pakistanais Pervez Musharraf d'avoir échoué dans sa lutte contre le «terrorisme» dans la province du Cachemire, objet de discorde entre les deux pays.

Malgré le soutien des deux voisins à la coalition anti-terrorisme mise en place par les États-Unis, Washington craint que New Delhi ne prenne des mesures qui provoqueraient un conflit avec Islamabad, ont par ailleurs déclaré hier des responsables américains. C'est pour cette raison que le secrétaire d'État, Colin Powell, doit se rendre dans les prochains jours en Inde et au Pakistan. Musharraf a téléphoné à Vajpayee, pour la première fois depuis leur sommet de juillet, afin de préconiser une coopération bilatérale contre le terrorisme.



Une jeune réfugiée rongeant un os dimanche dans un camp du nord de l'Afghanistan.

GLEB GARANICH REUTERS

Vers un afflux massif de réfugiés
«Nous ne pouvons pas ouvrir nos frontières», dit Musharraf

AGENCE FRANCE-PRESSE

Peshawar (Pakistan) — Le début des frappes occidentales sur l'Afghanistan faisait redouter hier le scénario catastrophe d'un million et demi de réfugiés afghans se déversant au Pakistan.

Les agences humanitaires se sont préparées à la possibilité d'un tel exode vers le Pakistan, mais aussi l'Iran ou le Tadjikistan, depuis que les États-Unis ont commencé à menacer de riposter aux attentats du 11 septembre à New York et Washington.

Pour le moment, les frontières de tous les pays entourant l'Afghanistan sont fermées aux réfugiés, malgré les appels répétés des Nations unies.

Le président Pervez Musharraf du Pakistan a déclaré hier que la frontière resterait fermée, son pays n'étant pas en mesure d'absorber le million de nouveaux réfugiés promis par les agences des Nations unies en cas de prolongation du conflit en Afghanistan.

«Nous ne pouvons pas ouvrir nos frontières», a dit le général Musharraf lors d'une conférence de presse.

«Nous pourrions nous attendre à un million ou plus de réfugiés venant au Pakistan, et ce n'est certainement pas un fardeau que nous pouvons accepter. Nous ne pouvons prendre que le strict minimum. Peut-être des blessés...», a-t-il dit, rappelant que le Pakistan compte déjà entre 2,5 et 3 millions de réfugiés afghans.

Les organisations humanitaires, elles non plus, ne

sont pas prêtes. «À l'heure actuelle, nous pourrions fournir de l'alimentation et des abris pour des dizaines de milliers de réfugiés», a dit Peter Kessler, porte-parole du Haut Commissaire des Nations unies pour les réfugiés. M. Kessler, qui s'exprimait à Peshawar, au nord-ouest du Pakistan, près de la Khyber Pass, qui mène à l'Afghanistan, a estimé qu'en cas d'afflux massif, les «sites proposés par les autorités sont extrêmement inhospitaliers».

Sécheresse

Évoquant des raisons de sécurité, les autorités pakistanaises ont insisté pour que ces camps soient proches des frontières montagneuses, alors que la région a déjà subi trois années consécutives de sécheresse. «Ce sont des paysages lunaires raboteux et nous devons nous entretenir avec les responsables de sites différents, plus à l'intérieur des terres, là où l'eau est disponible et où nous disposons de meilleures ressources», a ajouté M. Kessler.

Déjà avant la crise actuelle, le Pakistan avait demandé l'aide de la communauté internationale.

Comme pour aggraver la situation, les régions proches de la frontière, au nord-ouest comme à l'ouest du Pakistan, sont peuplées de groupes tribaux très autonomes et farouches.

«Les travailleurs humanitaires ne peuvent même pas dormir car ils craignent pour leur sécurité», a ajouté M.

Kessler. Alors que quelques anciens camps ont été réhabilités, aucun nouveau camp n'a été préparé depuis trois semaines.

Le seul espoir des humanitaires est que les éventuels réfugiés, arrivant à pied, mettront des jours ou des semaines pour atteindre la frontière.

Pour Oxfam, organisation britannique spécialisée dans le ravitaillement en eau, le mieux serait que les Afghans ne bougent pas.

«Il faut dire aux gens des zones rurales que le mieux est de rester où ils sont», a dit le porte-parole d'Oxfam, Alex Renton.

«Nous n'avons pas la capacité de faire face à leur arrivée. Mais si les actions militaires venaient à se terminer rapidement, nous pourrions peut-être faire quelque chose pour eux avant l'hiver, là où ils se trouvent maintenant.»

Ces derniers jours, le Programme alimentaire mondial (PAM), a fait convoquer des milliers de tonnes de farine vers l'Afghanistan, et le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld a dit que les frappes de dimanche soir avaient été accompagnées de largages d'aide humanitaire.

Plus de vingt ans de guerre et trois années de sécheresse ont fait que huit millions d'Afghans nécessitent actuellement une aide d'urgence.

«Nous pensons tous que les frontières doivent s'ouvrir, car les réfugiés doivent avoir le droit de se réfugier», a ajouté M. Renton.

Sécurité renforcée mais pas de panique à New York

MICHEL MOUTOT

AGENCE FRANCE-PRESSE

New York — Malgré des mesures de sécurité renforcées, New York refusait hier de céder à la panique au lendemain du déclenchement de l'offensive américaine en Afghanistan.

Le défilé de «Columbus Day», qui célèbre chaque année la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb et rend hommage à l'influente communauté italo-américaine, a débuté comme prévu en milieu de journée sur la Cinquième Avenue de Manhattan. La présence des forces de l'ordre était légèrement plus importante que de coutume, mais loin d'être massive.

En début de matinée, le maire Rudolph Giuliani a confirmé que les points névralgiques de la ville (ponts, tunnels, aéroports, monuments et immeubles célèbres) étaient depuis dimanche l'objet d'une surveillance accrue.

Prudence

«Nous sommes extrêmement prudents», a-t-il déclaré à la chaîne de télévision CBS. «Tout cela a pour but de rassurer les gens, les aider à vaquer normalement à leurs occupations [...] Nous ne pouvons laisser les terroristes remporter un spectaculaire victoire et nous prenons d'extraordinaires précautions.»

En plus des policiers effectuant de nombreuses heures supplémentaires, 4500 soldats de la Garde Nationale ont été mobilisés dans la ville et aux alentours, notamment dans les trois aéroports new-yorkais.

Tous les camions et camionnettes entrant dans Manhattan sont fouillés, de même que certaines voitures, ce qui provoque quelques embou-



New York hier lors du défilé de «Columbus Day».

teillages. Dans l'immense hall de Grand Central, l'une des gares importantes de la ville, des policiers en uniforme étaient plus présents que d'habi-

tude, mais se faisaient relativement discrets.

M. Giuliani, soucieux de ne pas affoler ses administrés et d'enrayer le moins possible l'activité économique d'une ville éprouvée par les attentats du 11 septembre, a annoncé dès dimanche que les mesures de sécurité seraient accrues, mais resteraient inférieures à celles, exceptionnelles, prises au lendemain du drame du World Trade Center.

«La ville ne sera pas fermée», a-t-il assuré. «Nous fermerons certains lieux s'il le faut, en clair si nous sommes alertés [...] Donc si des bâtiments sont évacués ou des voies coupées, les gens doivent se dire que c'est parce que nous prenons des précautions supplémentaires.»

Touristes

Quelques dizaines de touristes faisaient, en milieu de matinée, la queue pour monter profiter, en cette belle journée d'automne, de la vue panoramique depuis la terrasse de l'Empire State Building, redevenu le plus haut gratte-ciel de la ville depuis l'effondrement des tours jumelles du WTC.

Guy Luys, un Québécois de 29 ans, est venu de Montréal pour quelques jours de vacances. Il passe, comme tout le monde, sous les portiques détecteurs de métal. «C'est incroyable... Même un peu exagéré, non? Nous sommes venus à New York comme prévu, parce que les gens ne cessent pas de prendre le bus quand l'un d'entre eux a un accident!»

Au mur, une affiche prévient que «ces lieux sont patrouillés en permanence par des policiers en civil ou en uniforme». Tous les couteaux, si petits soient-ils, sont interdits. Une quinzaine de vigiles patrouillent les halls. Une camionnette du New York Police Department est en faction, 24 heures sur 24, devant l'entrée principale.

Les réservistes s'exercent à Valcartier

PRESSE CANADIENNE

Valcartier — Pendant que les bombes et les missiles anglo-américains s'abattaient sur l'Afghanistan, quelque 1200 réservistes de l'est du Québec ont participé, au cours du week-end, à des exercices militaires à la base militaire de Valcartier près de Québec.

Selon une porte-parole du 35^e Groupe-brigade du Canada, la capitaine Sonia Nadeau, l'exercice d'entraînement des réservistes n'est que l'aboutissement des exercices de formation et n'a pas de lien avec le conflit en Afghanistan.

«Nous ne connaissons pas encore la portée des déclarations faites par le premier ministre Jean Chrétien et les impacts qu'elles auront. C'est sans doute dans les prochains jours que nous allons avoir plus d'information à ce sujet.»

En cas de conflit armé avec un pays étranger, ce sont d'abord les militaires de carrière qui sont appelés à intervenir. Les réservistes interviennent lorsque les forces régulières manquent ou qu'elles ont besoin de relève.

Les miliciens sont pour la plupart des étudiants ou des travailleurs civils qui reçoivent une formation mi-

litaire en dehors de leur occupation principale. «Ils ne sont pas formés pour accomplir des opérations spéciales, mais ils reçoivent un entraînement complet pour faire face aux opérations offensives et défensives sur le terrain», a précisé le commandant du 35^e Groupe-Brigade du Canada, le colonel Marc Grouin.

La formation n'est pas centrée à l'heure actuelle sur le type de conflit auquel on assiste présentement mais elle peut être adaptée rapidement en fonction des besoins, selon le colonel Grouin.

Éventuellement, les réservistes de l'Est pourraient être appelés à participer au conflit contre l'Afghanistan si la situation en Asie centrale devait exiger dans les prochaines semaines ou les prochains mois.

Cette perspective ne sourit pas à tous les miliciens. La caporal-chef Sarah-Jeanne Royer, des Voltigeurs de Québec, qui est diplômée en biologie et qui suit présentement une formation en développement international, affirme que sa carrière civile passe avant la vie militaire.

«J'aurais peur de devoir aller me battre là-bas. Ce ne serait certainement pas mon premier choix. Je me prépare présentement à aller intervenir dans des pays d'Afrique où sévit la pauvreté comme le Burkina Faso, mais où il n'y a pas de conflits armés.»

Selon le capitaine Sonia Nadeau, beaucoup de jeunes réservistes font leur service militaire pour avoir un travail qui leur permet d'acquérir des connaissances et vivre des expériences intéressantes. Beaucoup font passer leur carrière civile en avant-plan et ne sont pas forcément désireux de se retrouver en situation de combat.

Par ailleurs, il est peu probable cependant que les militaires de Valcartier soient mobilisés au Moyen-Orient à brève échéance étant déjà mobilisés en Bosnie dans le cadre de la mission de maintien de la paix de l'ONU.

«Quelque 1500 de nos militaires du 3^e Bataillon du 22^e Régiment viennent d'être envoyés là-bas. Un nombre à peu près semblable est en préparation pour aller les relever en mars», a déclaré dimanche un porte-parole de la base, le capitaine Mario Couture.

Depuis les attentats du 11 septembre contre les États-Unis, rien n'a changé dans les plans d'opérations des différents bataillons qui relèvent de la base de Valcartier. «Est-ce que l'engagement du Canada dans le conflit en Afghanistan va changer les choses? Ce n'est pas à moi de répondre. Tout ce que je puis dire, c'est que les directives sont les mêmes jusqu'à présent», a déclaré le capitaine Couture.

• LA RIPOSTE •

Al-Jezira, la télévision fétiche de ben Laden

CHRISTOPHE AYAD
LIBÉRATION

À chaque conflit sa télévision. La guerre du Golfe avait «fait» CNN, celle d'Afghanistan a révélé Al-Jezira. Depuis le 11 septembre, la chaîne arabe par satellite basée au Qatar multiplie les scoops avec, en point d'orgue, les premières images des bombardements américano-britanniques de dimanche suivis, peu après, de l'allocution préenregistrée d'Oussama ben Laden. Dans le monde entier, l'arabesque de son logo en forme de flamme est devenue célèbre et même les grands réseaux américains en sont réduits à acheter ses images.

C'est un correspondant arabe, basé à Kaboul depuis plus d'un an et qui travaille avec une équipe afghane qui a reçu la dernière cassette vidéo du chef du réseau Al-Qaïda, dès que l'attaque a commencé. Il l'a transmise par faisceau satellitaire au siège de la chaîne au Qatar. Oussama ben Laden a été filmé de jour alors qu'il faisait nuit depuis déjà plusieurs heures quand la cassette est parvenue au journaliste. «Nous pensons qu'elle a été tournée le jour même ou au cours des trois ou quatre derniers jours», dit le chef du bureau de Londres d'Al-Jezira, Miftah el-Sweida.

Depuis le début de la crise, la chaîne qatarie est le seul média international présent à Kaboul et Kandahar.

Cette position de quasi-monopole n'est pas sans susciter jalousie et suspicions. Le secrétaire d'Etat américain Colin Powell avait demandé la semaine dernière à l'émir du Qatar, en visite à Washington, de faire en sorte que la chaîne, dont la famille royale est le principal actionnaire, se fasse moins l'écho des positions des talibans et d'Oussama ben Laden. Un comble au pays de la liberté de la presse!

Les régimes arabes ne sont pas non plus à l'aise avec cette chaîne au ton beaucoup trop libre: «Malheureusement, s'est récemment plaint le prince Nayef, ministre de l'Intérieur saoudien, certaines chaînes de télévision arabes donnent leur temps d'antenne à ben Laden. Cela nous choque d'autant plus que cela vient d'un pays musulman.»

Al-Jezira ne fait aujourd'hui que recueillir les fruits d'un travail de longue haleine. Dès 1998, elle ouvrait un bureau permanent à Kaboul, jugeant à juste titre qu'il était de son devoir d'assurer une présence dans le pays accueillant le plus grand nombre d'islamistes violents en activité. Pour les talibans et Oussama ben Laden, l'intérêt est partagé: Al-Jezira, qui ne s'encombre pas d'a priori idéologiques et n'est pas soumise à la censure des régimes arabes, offre un canal de communication très écouté dans le monde arabe et doté à la pointe de la modernité technologique. La chaîne dispose en ce moment à Kaboul d'un camion de transmission et d'un banc de montage numérique, qui lui permettent d'être très mobile et d'intervenir en direct.

Des opposants en exil à l'écran

Le succès foudroyant d'Al-Jezira dans le monde arabe repose en fait sur la médiocrité de la concurrence. La chaîne s'est attirée une réputation sulfureuse en faisant le b.a.-ba du métier: diffuser l'information sans commentaire et donner les points de vue contradictoires. Parmi ses nombreux faits d'armes, Al-Jezira peut se targuer d'avoir la première annoncé la mort du roi Hussein de Jordanie. C'est aussi la seule chaîne, avec CNN, à avoir un bureau permanent à Bagdad, la seule télévision arabe à travailler en Iran. Ses débats, où apparaissent des opposants en exil, interdits de parole dans leur pays, sont passionnément suivis: officiers algériens du Maou, démocrates tunisiens, islamistes égyptiens ou saoudiens, féministes jordaniennes, chiïtes irakiens, etc., sont régulièrement invités dans les studios d'Al-Jezira.

La nouvelle Intifada a permis d'augmenter encore un peu plus l'audience d'Al-Jezira. Avec ses envoyés spéciaux, elle permet aux téléspectateurs de vivre l'événement en direct. Pour la première fois images et commentaires sont au diapason. «Jusqu'à présent, on avait droit à un commentaire écrit par le ministère des Affaires étrangères sur des images envoyées par CNN», explique Hicham, un téléspectateur égyptien. «C'était la schizophrénie totale. Al-Jezira, c'est une chaîne arabe moderne. Ils sont sérieux et professionnels comme les Occidentaux. Et en plus, ils connaissent le monde arabe et l'Islam. Ils ne sont pas dans le cliché et ne racontent pas les mêmes sottises que CNN ou les autres.»

Les journalistes de la chaîne, qui viennent pour la plupart du défunt service arabe de la BBC — dissous en 1994 à la suite de pressions des autorités saoudiennes mécontentes de l'interview d'un opposant islamiste basé à Londres —, préfèrent utiliser l'épithète de «chef de l'organisation Al-Qaïda» plutôt que celle de «milliardaire terroriste» pour désigner Oussama ben Laden.



Au Pakistan, où le président Pervez Musharraf s'est dit certain de maîtriser la situation, des manifestations parfois violentes contre les Américains et en faveur du régime afghan voisin, se sont déroulées un peu partout: Karachi, Islamabad, Rawalpindi, Lahore, Peshawar. Pour ces manifestations, ben Laden est devenu un grand héros.

Un discours sur mesure pour enflammer le monde arabe

CHRISTOPHE AYAD
MARC SEMO
LIBÉRATION

Lancé sur les ondes de la télévision qatarie Al-Jezira, l'appel d'Oussama ben Laden a été conçu sur mesure pour enflammer les opinions arabo-musulmanes. Dans la mise en scène tout d'abord avec Oussama ben Laden, avec ses deux plus proches compagnons assis devant une grotte, proscrits et traqués, évoquant dans l'imaginaire du fidèle la figure de Mahomet lors de l'Hégire, sa fuite de la Mecque en 622, moment fondateur de l'Islam.

«Il se construit une image prophétique, il a dû quitter La Mecque comme le Prophète et, comme lui, il va y revenir en vainqueur», explique Gilles Kepel, professeur à science politique et islamologue.

L'islamologue François Burgat soulignait en analysant un des précédents appels de ben Laden datant de 1997, que «ce discours illustre bien le croisement entre des revendications politiques très profanes et assez universelles et des justifications religieuses plus spécifiques qui sont la base de la rhétorique islamiste radicale».

«Voilà l'Amérique frappée par Allah tout puissant en son point le plus vulnérable, détruisant, Dieu merci, ses plus prestigieux bâtiments. Remerciement et gratitude

à Allah. [...] Dieu a dirigé les pas d'un groupe de musulmans, un groupe d'avant-gardistes qui ont détruit l'Amérique. Que Dieu les bénisse et leur accorde une place au paradis» a affirmé Oussama ben Laden.

Jamais il n'a explicitement revendiqué un des attentats attribués à son groupe mais il les prend à son compte et se félicite encore une fois — comme après les bombes dans les ambassades américaines de Nairobi et Dar es Salam (224 morts en août 1998) — que des croyants aient écouté ses appels. «C'est une manière de rendre la riposte plus difficile et cette dimension tactique est réelle», souligne Gilles Kepel.

Mais c'est aussi une façon de ne pas réduire ce combat à son leadership et donc de dire qu'il continuera même si lui-même devait un jour être éliminé. A cela s'ajoute aussi l'humilité du vrai croyant.

«Dans l'islam Salafiste [fondamentaliste et très rigoureux] qui est celui de ben Laden, seul Dieu peut décider si une action est réussie ou non», précise Gilles Kepel. Jamais autant que dans cet appel Oussama ben Laden n'a autant insisté sur l'Irak «où les enfants innocents sont tués [...] sans que les dirigeants et sultans ne bougent» et surtout la Palestine alors que «les chars israéliens massacrèrent dans les villes pour y semer la destruction [...] et personne

n'élève la voix». Selon Gilles Kepel, «après un an d'intifada et dix ans de bombardements américains sur l'Irak, jamais les sentiments antiaméricains n'ont été aussi forts dans les masses arabes et musulmanes. En reprenant de tels thèmes le tente d'élargir sa base et de rattacher large au-delà même de la mouvance islamiste».

Conclusion éloquent

La conclusion du discours de ben Laden est à cet égard éloquent. «Je jure par Dieu que l'Amérique ne connaîtra plus jamais la sécurité tant que la Palestine ne la connaîtra pas et tant que les armées occidentales athées ne quitteront pas les terres saintes», affirme ben Laden mêlant les deux thèmes. Son discours est plein de références religieuses.

Il évoque «les quatre-vingts ans d'humiliation et de mépris» subis par la nation musulmane depuis la fin du Califat supprimé par Mustapha Kemal en même temps qu'il déposait le dernier sultan ottoman après la Première Guerre mondiale. Il parle de la division «du monde en deux camps: celui de ceux qui ont la Foi et sont sans hypocrisie et celui des mécréants».

«Un vocabulaire très simple qui évoque les premiers temps de l'Islam» souligne Gilles Kepel.

Les mots sont aussi soigneusement choisis que les images pour parler à l'imaginaire des fidèles.



Jean Dion

Vert comme la guerre

Vert. À la télé, l'image est verte. Elle est apparue en début d'après-midi dimanche, à l'heure où l'Amérique se prépare à se repaire d'un vert qui est plutôt la teinte d'un terrain de football. Elle y a passé toute la journée d'hier, et elle y est sûrement encore aujourd'hui. Ce n'est pas plus mal: on dit bien «vert de peur». Vert est la couleur de l'espérance. Vert est aussi la couleur de l'indigestion.

Une image? Un brouillon, oui, dont on a bien du mal à imaginer le sordide dessin qu'il donnera au bout du compte. Un mauvais brouillon, presque édifiant dans son inutilité. On a tellement répété que toute cette histoire avait des allures de film, en voici un sorti tout droit des débuts du cinéma, muet, la pellicule empoussiérée, une constellation infinie de petites lumières qui finissent par embuer l'œil non parce qu'il pleure mais parce qu'il scrute. Il veut voir, c'est dans sa nature d'œil moderne, mais il ne voit rien. Il est forcé de croire ce qu'on lui dit, mais on ne lui dit pas grand-chose, simplement qu'il se passe quelque chose et que c'est là que ça se passe.

Après ça, allez donc lui reprocher de se faire des idées.

Le brouillon est édifiant. Quel retour des choses. Nous avons atteint l'âge d'homme en nous laissant convaincre qu'il était possible de guérir le monde. La guerre, de tout temps, a servi à tuer l'ennemi. Mais nous, nous avons inventé la guerre «chirurgicale». On ne tue pas le patient, on en extirpe le mal. Qui dit chirurgie dit soigner, dit guérir.

Mais qu'y a-t-il de plus chirurgical, de plus démentiellement précis que d'envoyer des avions contre des gratte-ciel? Nous en avons vu et revu et rerevu les images, insoutenables de clarté. Or en guise de réplique, nous avons ce brouillon vert. Flou comme est l'objet même de ces attaques, indéchiffrable comme le sont les motifs mêmes des attentats, obscur comme l'est cette guerre même qui commence et qu'on nous annonce longue et pénible et échappant à toute convention; façon rassurante, si ça se trouve, de dire qu'elle ne se terminera jamais.

Une guerre à tâtons. D'ailleurs, il est combien ironique que les images les plus limpides (quoique, il faut le dire, tirant elles aussi sur le vert) à nous parvenir ces 36 dernières heures aient été celles d'Oussama ben Laden discourant de la suite des choses, des images tournées on ne sait quand, on ne sait où sinon devant ce qui est justement le symbole tellement rabâché qu'il en est devenu risible du tâtonnement à venir: une grotte. Ben Laden qui, évidemment, est homme de peu de mots et a donc un devoir de clarté dans la concision. Cette fois-ci, il a dit ce que nous savions tous sans vouloir le savoir: que l'Amérique ne serait plus en sécurité.

Mais au fait, est-ce bien la guerre? Sommes-nous en guerre? Hier midi, on pouvait entendre notre ministre des affaires militaires, Art Eggleton, refuser d'employer le mot. Une «situation de conflit», a-t-il euphémisé, laissant aux «avocats» (!) le soin de déterminer si, oui ou non, nous sommes en guerre. Les mots, n'est-ce pas, toujours les mots; après tout, il est bien ministre de la «Défense». Mais justement, il l'a dit, la riposte est justifiée car par elle l'Amérique «se défend».

Quant à nous, ici maintenant, devons-nous chercher à nous défendre? En l'état actuel des choses, a dit le ministre, rien ne porte à croire que nous soyons exposés à des risques particuliers.

Sauf que le tort est déjà fait et qu'on n'avait pas besoin d'Oussama ben Laden pour le rappeler. Peu importe qu'il y ait des risques, peu importe que la réplique engendre ou non une contre-réplique, l'important est qu'il y ait une idée de risque. L'autre jour, à la télé, on demandait aux gens s'ils avaient peur depuis les attentats. Une dame a répondu: «Je n'ai pas peur, d'ailleurs je suis venue ici en métro.»

Preuve par l'absurde: quand prendre le métro devient un acte de courage, c'est que nous sommes en guerre. Contre nous-mêmes.

Et ce brouillard vert, où jaillit de temps à autre un éclat lumineux dont on nous explique qu'il doit s'agir d'une explosion, n'a rien pour nous rassurer. De toute manière, où que nous nous tournions, tout est flou. L'ombre en a pour longtemps.

Le Canada invité à envoyer des troupes supplémentaires dans les Balkans

HÉLÈNE BUZZETTI
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Le secrétaire général de l'OTAN, George Robertson, demandera aujourd'hui au Canada de contribuer à la relève des troupes américaines en poste dans les Balkans pour qu'elles puissent mener la «guerre contre le terrorisme».

M. Robertson, qui est à Ottawa dans le cadre de la 47^e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, s'entretiendra ce matin avec le premier ministre Jean Chrétien. Les deux hommes discuteront de manière générale de la contribution canadienne à la guerre contre le terrorisme, dont le coup d'envoi militaire a eu lieu ce week-end, et en particulier de l'envoi de troupes supplémentaires dans les Balkans.

«Une des choses que les États-Unis ont demandées la semaine dernière, c'est d'être remplacés s'ils avaient à sortir des troupes et de l'équipement des Balkans pour mener la campagne contre le terrorisme. Alors nous allons parler de cela [avec M. Chrétien]», a reconnu M. Robertson au cours d'un entretien avec quelques journalistes hier en soirée.

M. Robertson a profité de son passage pour louer les efforts militaires canadiens, rappelant que le Canada, qu'il qualifie «d'allié-clé», finançait de façon «disproportionnée» (10 %) les avions AWACS déployés par l'alliance. Grand cas avait été fait des remontrances de M. Robertson adressées l'année dernière au Canada pour son faible budget militaire. Le secrétaire général a voulu rectifier les faits, disant qu'il avait demandé à tous les alliés, et non seulement à Ottawa, de faire

plus. «Je suis content que le Canada modernise ses forces armées, qu'il achète de nouveaux équipements, qu'il s'adapte aux nouvelles menaces du futur, que ses forces soient plus mobiles, plus facilement déployables, plus flexibles. Et je salue les forces canadiennes pour leur inclination à se porter toujours volontaires. Lorsque le Canada est invité à aller quelque part, il y va.»

Du revers de la main

Par ailleurs, il a balayé du revers de la main les critiques de ceux qui voient dans la décision des États-Unis de mener leurs attaques à l'extérieur du cadre de l'OTAN un désaveu de leur part envers l'organisation. «L'OTAN est le cercle de nations-amies le plus sécuritaire et le fiable que les États-Unis possèdent. L'OTAN est pertinente politiquement. [...] Nous ne prenons pas l'initiative, nous ne cherchons pas à prendre l'initiative. Les États-Unis prennent l'initiative.»

Selon M. Robertson, l'enclenchement de l'article 5 du traité de Washington de l'OTAN, stipulant qu'une attaque contre les États-Unis est une attaque contre les 19 alliés, n'oblige pas les États-Unis à avoir recours à l'alliance pour autant.

«Les États-Unis ont le droit de se défendre en vertu de l'article 5 et ils ont pris l'initiative. [...] Il n'y a rien de non naturel dans tout cela. L'OTAN n'impose pas une forme d'inflexibilité aux États-Unis. Avec l'article 5, on ne fait qu'ajouter une autre possibilité s'offrant à eux.»

Selon lui, il n'y a pas non plus de signe d'effritement de l'appui des alliés envers les États-Unis. M. Robertson n'a pas voulu «spéculer» sur les probabilités d'une action militaire terrestre en Afghanistan, mais il a rap-

pelé que l'article 5 permettait à chaque État-allié de décider de sa participation selon son jugement.

M. Robertson a tenu à préciser, si cela était encore nécessaire, que la «campagne contre le terrorisme» sera une campagne longue haleine qui se mènera autant sur le front militaire que financier ou diplomatique. Et à ceux qui seraient tentés d'établir un lien entre ce discours et la rhétorique derrière la guerre froide, il répondit: «Ce ne sera pas une guerre froide. Elle sera plutôt chaude. Il y aura de l'action du début jusqu'à la fin, mais à différents niveaux.»

Enfin, le secrétaire général de l'OTAN ne pense pas que les attentats contre le Pentagone et le World Trade Center remettent en question la pertinence du projet américain de bouclier anti-missiles. Plusieurs observateurs font valoir que les événements du 11 septembre prouvent que la plus grande menace à la sécurité des États-Unis ne vient pas nécessairement de l'extérieur. Un simple avion civil détourné peut devenir la meilleure arme des terroristes. L'un n'exclut pas l'autre, croit plutôt M. Robertson.

«La prolifération des missiles balistiques signifie que les armes chimiques ou bactériologiques peuvent être envoyées à de très grandes distances. Alors nous devons nous protéger autant contre cela que contre les moyens non conventionnels comme les colis piégés, les attentats à la voiture piégée ou encore l'utilisation d'avions civils pour les transformer en d'immenses bombes. [...] De la même manière que nous devons nous adapter pour faire face à la menace que posent les individus-voyous, nous devons aussi faire face au fait qu'il y a des États-voyous.»

Une piscine vide lapidée

AGENCE FRANCE-PRESSE

Quetta — Plusieurs milliers de militants islamistes ont raté leur cible hier, lapidant une piscine, vide, qu'ils croyaient remplie de baigneurs occidentaux.

Selon un garde de sécurité de l'hôtel Serena, le plus luxueux de cette ville de l'ouest du Pakistan, les manifestants ont jeté une centaine de pierres vers la piscine depuis l'autre côté du mur d'enceinte, haut de quatre mètres, de l'hôtel.

«Il fait trop froid. Personne ne peut se baigner ici à cette époque de l'année. Je ne crois pas que ces gens-là puissent le comprendre» a-t-il déclaré à l'AFP.

Ce garde qui, avec quatre de ses collègues, assure la sécurité des environs de la piscine, a dû participer à l'enlèvement de plus de cent pierres de l'intérieur du bassin profond d'environ trois mètres.

Plusieurs centaines de pierres étaient également éparpillées autour du bassin vide a-t-il précisé. Les manifestants situés de l'autre côté du mur d'enceinte n'étaient pas en mesure de voir que leur cible était vide et déserte de tout baigneur.

Les troubles les plus violents se sont produits, faisant un mort et de nombreux blessés parmi les milliers de manifestants qui ont incendié bâtiments et véhicules, dont les locaux de l'UNICEF — une bavure «fâcheuse» selon le ministère des Affaires étrangères.

• LA RIPOSTE •

L'Afghanistan, pauvre parmi les pauvres

New York (Nations unies) (AFP) — Après 22 ans de guerre civile, l'Afghanistan où les États-Unis et la Grande-Bretagne ont frappé des camps terroristes, est un des pays les plus démunis au monde, a indiqué hier l'ONU en présentant des statistiques sur ce pays.

L'espérance de vie est d'environ 40 ans, le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans est de 25,7% et l'analphabétisme de 64 %, indique le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) dans un communiqué.

Au total, 70 % des 26 millions d'Afghans souffrent de malnutrition et seulement 13 % ont accès à une eau propre.

« Dans bien des domaines, l'Afghanistan est le pays le plus démuné au monde », comparable seulement aux pays les plus pauvres d'Afrique sub-saharienne, a affirmé Sakiko Fukuda-Parr, directeur du Bureau du rapport mon-

dial sur le développement humain au PNUD.

Sur 187 pays, seuls sept, dont la Sierra Leone et la Zambie ravagées par la guerre et le sida, ont une espérance de vie plus basse que l'Afghanistan et trois seulement ont des taux de mortalité infantile supérieurs, note le PNUD.

Ce pays d'Asie centrale connaît aussi l'un des plus faibles taux de scolarité, avec moins d'un tiers des enfants à l'école, et c'est le seul pays au monde qui interdise aux filles d'être scolarisées.

En raison du manque de données sur le revenu par habitant, l'Afghanistan ne figure plus depuis 1996, date de la prise du pouvoir des taliban à Kaboul, sur le tableau annuel du PNUD sur le développement humain.

A cette date, l'Afghanistan était au 169^e rang sur 174 pays figurant sur ce tableau qui prend en compte des données sur la santé, l'éducation et les revenus.

Journaliste libérée

AGENCE FRANCE-PRESSE

Peshawar (AFP) — La journaliste britannique Yvonne Ridley, libérée par les talibans, est arrivée hier soir à Peshawar (nord-ouest du Pakistan) en provenance de la frontière afghane et devait se

rendre à Islamabad. Yvonne Ridley, 43 ans, qui travaille pour le *Sunday Express* de Londres, avait été arrêtée le 28 septembre en Afghanistan, à une quinzaine de kilomètres de la frontière pakistanaïse, accusée d'être entrée illégalement dans le pays.

Mission délicate pour Ridge

Nouveau patron de la lutte antiterroriste

AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — Le nouveau patron de la lutte antiterroriste aux États-Unis, Tom Ridge, risque de voir sa tâche compliquée par l'entrelacs d'agences fédérales dont il est censé coordonner les opérations pour prévenir de nouveaux attentats.

Le *Wall Street Journal* évoquait hier « les craintes que M. Ridge ne dispose pas des outils nécessaires pour contraindre les dizaines d'agences souvent en conflit à travailler ensemble ».

Une des causes invoquées aux États-Unis par des experts pour expliquer l'incapacité des services de renseignements américains à prévoir les attentats du 11 septembre, a été le manque de communication entre la police fédérale (FBI) et l'Agence centrale du renseignement (CIA).

Apparemment conscient de ces dysfonctionnements, le porte-parole de la Maison-Blanche Ari Fleischer s'est empressé hier de rappeler que « le pays était en guerre ».

« Les périodes de guerre ont la capacité de permettre aux gens, aux différentes agences, et aux différents échelons de l'administration, de travailler ensemble, d'une manière qui n'est pas toujours possible en temps de paix », a affirmé M. Fleischer lors d'une conférence de presse.

Concrètement, Tom Ridge, gouverneur de Pennsylvanie démissionnaire et ancien combattant de



George W. Bush et Tom Ridge, hier: les outils nécessaires?

la guerre du Vietnam, promu à 56 ans au rang d'« Assistant du Président pour la Sécurité Intérieure », va devoir redonner confiance aux Américains et jouer le rôle de psychopathe national pour apaiser leurs craintes. Le mot-clé de sa mission est la coordination.

Il s'agit pour lui, au terme du décret présidentiel signé par George W. Bush, « de développer et de coordonner la mise en place d'une stratégie nationale globale pour protéger les États-Unis de menaces et d'attaques terroristes ».

Pour y parvenir, il va devoir œuvrer avec le pouvoir exécutif « pour détecter [les menaces terroristes], s'y préparer, les prévenir, se protéger

[d'éventuels attentats], y répliquer et les gérer s'ils surviennent à l'intérieur des États-Unis ». C'est à lui que revient la lourde tâche de veiller au bon approvisionnement des stocks de médicaments et de vaccins, en quantité nécessaire pour soigner la population en cas d'attaque bactériologique ou chimique.

L'augmentation de la capacité d'accueil des hôpitaux ou la distribution de masques à gaz à la population en cas de nécessité, est également du ressort de son Bureau et de la centaine de fonctionnaires qui ont commencé à y travailler.

C'est lui encore qui va devoir veiller à ce que les données recueillies par les agences du rensei-

gnements tant sur le territoire américain qu'à l'étranger, puissent être analysées de façon à prévenir de nouvelles attaques.

Plus important: il a sur le papier la responsabilité des services concernés par l'importation aux États-Unis de produits chimiques, bactériologiques, radiologiques, nucléaires, et explosifs pouvant être utilisés par des terroristes.

L'ampleur de cette tâche, dont le budget n'a pas encore été fixé, a fait hausser quelques sourcils à Washington, notamment ceux de plusieurs parlementaires qui ont critiqué M. Bush pour avoir procédé à cette nomination par décret, en les contournant. Certains d'entre eux ont déjà déposé des projets de lois au Congrès pour renforcer la fonction.

Et si le personnage, massif, inspire confiance aux Américains, d'autres doutent de sa capacité à réussir dans son entreprise.

« Cet homme ne va pas disposer de pouvoir de réalisation », explique à l'AFP le professeur Helmut Sonnenfeldt, spécialiste des questions liées à la sécurité intérieure à la Brookings Institution.

Selon lui, cet ami personnel du président Bush aura certes « un pouvoir d'influence et participera aux prises de décisions politiques ».

Mais, estime l'universitaire, « cela ne suffira pas car, outre cette influence, il n'aura à sa disposition aucun autre outil » pour réaliser la mission qui lui incombe.

Les marchés très hésitants

New York (AFP) — Les marchés américains et européens se sont montrés très hésitants hier, évoluant généralement en dents de scie après le début des opérations militaires américaines en Afghanistan.

L'indice Dow Jones, principal baromètre de Wall Street, a joué au yo-yo durant toute la séance pour finalement terminer en baisse de 0,57 %.

L'indice composite de la bourse

électronique Nasdaq a en revanche progressé de 0,04% alors que l'indice Standard and Poor's 500, plus représentatif de la tendance générale, a perdu 0,83%.

Les autres marchés américains ont été faibles: la bourse de Toronto a cédé 0,07 %, celle de Mexico 0,03 % et celle de Sao Paulo 1,01 %. La tendance a été également irrégulière en Europe.

La bourse de Londres a terminé en recul de 0,07 % et celle de

Paris en hausse de 0,18%. Francfort a gagné en clôture 0,17 %.

Madrid a fini en hausse de 0,43% et Milan de 1,74%. Amsterdam a gagné 0,15 % tandis que Bruxelles a cédé 0,6 %. La bourse suisse a terminé proche de l'équilibre (-0,03 %).

« Bien que l'actualité militaire domine toutes les conversations, personne ne peut vraiment dire si ce développement est un facteur de hausse ou de baisse pour le marché

boursier », a déclaré Mace Blicksilver, responsable des investissements chez Marblehead Asset Management.

La probabilité d'une riposte militaire après les attentats du 11 septembre à New York et Washington avait déjà été largement prise en compte dans les cours, soulignant les courtiers en restant toutefois prudents dans la crainte de nouvelles attaques terroristes.

Relais

d'affaires



LA FINE FLEUR DES MAÎTRES HÔTELIERS

LAURENTIDES SAINTE-ADELE

HÔTEL L'EAU À LA BOUCHE

Chambres magnifiques et salles de réunion confortables dans un cadre exceptionnel à Sainte-Adèle, Restaurant couronné « Table d'Or du Québec en 1998 » et « America's Top Table 1998 numéro 1 au Québec par Gourmet Magazine », fine cuisine régionale et carte des vins élaborée, toutes les activités à proximité.

www.leualabouche.com

450-229-2991

MONTRÉGIE

SAINT-MARC-SUR-LE-RICHELIEU

HOSTELLERIE LES TROIS TILLEULS & SPA GIVENCHY

Vous êtes unique, votre séjour le sera aussi dans cette hostellerie de charme, au cœur de la Vallée du Richelieu. Dans cette demeure ancestrale, jaillissant d'un écrin de verdure, où règne calme, confort et raffinement, chacun n'a qu'une mission: vous satisfaire. Suites luxueuses avec foyer, bain thérapeutique double et balcon avec vue imprenable sur le Richelieu et le Mont St-Hilaire, cuisine régionale gastronomique, prestigieuse cave à vins, Irish Bar avec plus de 150 single malt et grands portos, cellier pour dégustation, salles de réunions et réceptions, chapelle sur île privée pour les célébrations de mariage, courts de tennis, terrains de golf à proximité et Spa Givenchy, de renom international, avec bains et piscine intérieure à l'eau de la mer de Champlain comprenant onze salles de traitements, deux saunas, et une salle de remise en forme.

Différents forfaits sont à votre disposition.

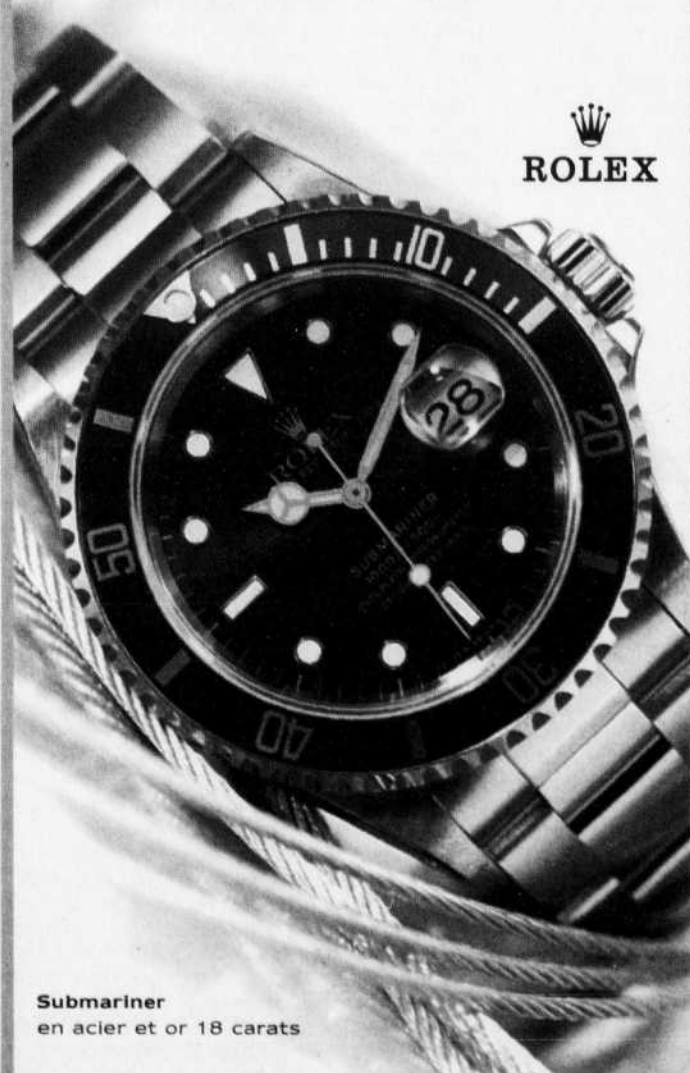
www.lestroitilleuls.com

(514) 856-7787

Pour annoncer, contactez Jean de Billy au 985-3322 ou 1-800-363-0305 jdebilly@ledevoir.com

Bijouterie Gambard

Vente et service technique



ROLEX

Submariner en acier et or 18 carats

630-A RUE CATHCART, MONTRÉAL, CENTRE VILLE • TÉL.: 866-3876

Canada

un excellent mode d'épargne. c'est garanti.

OBLIGATION À PRIME DU CANADA

2,30% 2,80% 4,00%

Émission 21 - Taux annuel composé de 3,03% après 3 ans.

OBLIGATION D'ÉPARGNE DU CANADA

1,80%

Émission 72

Émissions 21 et 72 en vente jusqu'au 1^{er} novembre 2001, sous réserve de modifications sans préavis.

Nouvelles Obligations d'épargne du Canada

- Garanties à 100 % par le gouvernement du Canada
- L'Obligation d'épargne du Canada est encaissable en tout temps; elle porte un taux d'intérêt révisable à la hausse en fonction de la conjoncture du marché
- L'Obligation à prime du Canada est encaissable une fois l'an à la date anniversaire de l'émission et durant les 30 jours suivants
- Les deux titres sont assortis des options REER et FFRR
- Nouvelles émissions en vente mensuellement sur une période de 6 mois
- Aucuns frais
- Titres offerts en diverses coupures à partir de 100 \$ seulement
- Achetez en ligne, par retenues salariales, par téléphone ou à votre institution bancaire ou financière
- Les détenteurs des titres en circulation suivants recevront les taux susmentionnés pour la même période et respectivement: Obligations à prime du Canada de l'émission 3 et Obligations d'épargne du Canada des émissions 45 à 50, 54, 60 et 66

vous pouvez y arriver.

pour acheter directement, consultez www.oec.gc.ca ou composez 1. 888. 773. 9999

NOUVELLES OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU CANADA BÂTISSEZ SUR DU SOLIDE.

Le ministre des Finances peut mettre fin à la vente des obligations en tout temps.

Etat de la réserve collective de sang

La réserve de sang: 5 jours
Groupes sanguins en demande aujourd'hui
B -
A -

HÉMA-QUÉBEC Info-collecte: 832-0873

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

Le Concert du Cardinal

En vente maintenant

28 octobre 14h

Théâtre Maisonneuve
Place des Arts

842-2112

L'avenir du logement social passe par la santé

Si la pénurie de logements est réelle et le marché locatif, comme *Le Devoir* l'indiquait samedi, elle est dramatique quand à la pauvreté s'ajoutent des problèmes de toxicomanie ou de santé mentale. Tous ces gens ont besoin d'un toit mais qui doit le financer? La deuxième partie de notre série.

JOSÉE BOILEAU
LE DEVOIR

L'avenir du logement social passe par... le ministère de la Santé! Même Louise Harel, ministre québécoise responsable de l'habitation, fait ce constat.

Pour faire face aux nouveaux besoins de logements, «il faut une approche interministérielle, une collaboration avec les Régies régionales de la santé», a insisté Mme Harel en entrevue au *Devoir*.

C'est que les pauvres d'aujourd'hui ne se limitent plus seulement aux gens en quête d'un logement décent. S'y ajoutent un nombre croissant de démunis: sans-abri, toxicomanes, sans oublier ceux qui ont des problèmes de santé mentale. Ceux qui, dans les HLM, «orient au loup à la pleine lune», comme nous le

racontait une résidente. Les voisins de palier veulent bien être compréhensifs, mais ça finit par déranger un brin... D'où la nécessité de trouver des ressources pour leur donner non seulement un toit mais un peu d'aide aussi.

«Il y a des cas pathétiques qui nous arrivent», dit ainsi Claude Poulain, directeur général de l'Association des Offices municipaux d'habitation du Québec, de qui relèvent les HLM.

«Notre clientèle s'est alourdie: les gens vieillissent, il y a des problèmes de santé mentale, sans oublier le stress que les gens vivent parce qu'ils n'ont pas beaucoup d'argent. Il est impossible de passer seuls à travers ça. Il faut un arrimage avec le ministère de la Santé», ajoute M. Poulain.

Au bureau de Louise Harel, on est justement en train d'évaluer le

plan d'action gouvernementale en habitation mis en place en 1997 et qui s'achève au printemps 2002. Au nombre des faiblesses recensées, il y en a une «qui n'est pas résolue: c'est la nécessité d'avoir des projets multidisciplinaires», constate Mme Harel.

«On construit du logement social pour des ménages qui ont des difficultés de toutes natures, continue la ministre. Mais ces ménages ont besoin d'un soutien socio-communautaire qui n'est pas présent dans nos programmes actuels. C'est donc une dimension très, très névralgique dans le renouvellement de notre plan d'action en habitation pour 2002-2007.»

Depuis maintenant des années, le ministère de la Santé et des Services sociaux a pris le virage de la désinstitutionnalisation et du retour vers le «milieu». On a alors vu des gens fragiles se retrouver carrément à la rue et des organismes communautaires les prendre peu à peu en charge.

En créant son programme Accès-logis en 1997 — programme qui subventionne la création de logements sociaux au Québec —, le gouvernement a alors accepté de réserver 100 à 200 logements par année aux «personnes

ayant des besoins particuliers, telles que les sans-abri, les personnes ayant une déficience intellectuelle ou les femmes victimes de violence». Le programme a tout de suite eu beaucoup de succès et la demande ne cesse de prendre de l'ampleur.

C'est qu'avoir un toit fait un bien énorme à tous ces gens en difficulté. La maison, c'est la chaleur, la sécurité, la propreté, et des gens sur qui on peut compter, nous ont répété, large sourire aux lèvres, ceux qui occupent ces logements.

Mais le sourire ne dit pas tout, metten en garde les responsables de ces maisons. «Les gens sont bien ici, mais ils restent fragiles», dit Nicole Gélinas, intervenante communautaire dans une résidence de Hull. Quelques jours plus tôt, elle avait été confrontée à une tentative de suicide d'un des locataires. «On ne l'avait pas vu venir. Mais le fait qu'elle ait été dans un endroit comme celui-ci a évité le pire», ajoute Mme Gélinas.

Celle-ci travaille à temps plein au sein de la résidence qui accueille d'anciens sans-abri. Mais c'est au prix de mille astuces que l'organisme d'aide «Les œuvres Isidore-Ostiguy» arrive

à payer son salaire.

«La Régie de la santé est venue voir ce que l'on fait, elle trouve ça très bien mais elle refuse de nous aider, déplore avec force François Roy, du groupe Logemen/Occupe de Hull. C'est le bogue majeur pour nous! On a parmi nos locataires des gens qui autrefois travaillaient, mais qui ont sombré dans la drogue ou l'alcool, ont perdu leur famille et leur travail. Leur donner un toit, c'est beaucoup, mais ça ne règle pas tout!»

«Il faut s'ouvrir à la perspective qu'une politique d'habitation sociale et communautaire, ça rejoint une politique de l'exclusion sociale», dit de son côté la ministre Louise Harel.

Cette préoccupation de la ministre se traduit par des discussions qui ont cours depuis un an entre des représentants du ministère de la Santé et de la Société d'habitation du Québec. Le groupe doit notamment «définir les services qu'il faut adopter dans une résidence pour personnes âgées ou pour gens en désinstitutionnalisation», dit la ministre, qui promet des annonces concrètes pour le renouvellement du plan d'action au printemps prochain. «C'est absolument nécessaire», répète-t-elle.

De leur côté, les groupes communautaires en habitation ont décidé de viser aussi le ministère de la Santé au cours des prochains mois. Même le FRAPRU, qui a toujours lutté contre «l'approche clientéliste» (il faut, dit-on, assurer un logement à tous, démunis ou pas!), a adopté, en septembre, une résolution pour réclamer des fonds de la Santé.

Mais personne ne veut pour autant être avalé par un ministère qui raisonne «en termes de normes et de lits», résume Pierre Goyer, du Réseau québécois des OSBL d'habitation, qui regroupe les résidences créées pour ces clientèles particulières. Pas question de «faire dans la piqure» ou de se transformer en hôpital ou en CLSC.

«Notre approche, dit Pierre Goyer, part du besoin des gens et du fait que nous voulons leur donner un soutien léger. On veut donc garder notre souplesse d'intervention et notre autonomie. Mais il faudrait vraiment être considérés comme des partenaires parce que l'impact d'un bon logement sur la santé d'une personne est énorme. Et qu'on ne le mesure pas assez.»

Demain: L'expansion des OSBL d'habitation.



Pierre Godin au *Devoir*

René Lévesque ou la tragédie d'un Québécois ambigu

MARIO CLOUTIER
DE NOTRE BUREAU
DE QUÉBEC

L'histoire du premier gouvernement péquiste entre 1976 et 1980, que décrit Pierre Godin dans le troisième tome de la biographie de René Lévesque intitulé *L'Espoir et le Chagrin*, est celle de l'ambiguïté du Québec face à son destin. L'éternelle hésitation entre fédéralisme et indépendantisme s'incarne parfaitement en Lévesque et ses deux consciences péquistes. Entre Jacques Parizeau et Claude Morin, entre l'Espoir et le chagrin, René Lévesque aura finalement beaucoup misé sur l'étapisme au début de la morne. Et il a perdu.

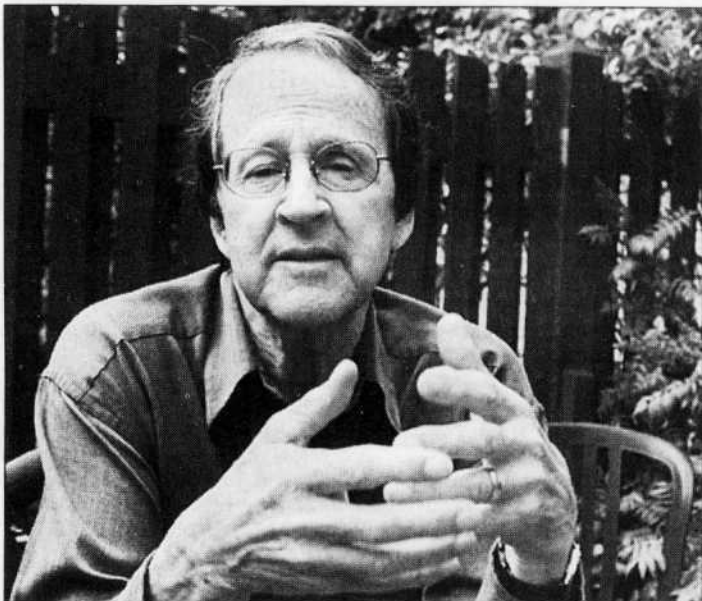
«Morin a eu une influence déterminante», lance Pierre Godin. On peut se poser la question de savoir ce qui serait arrivé si Lévesque avait suivi Parizeau. [...] Les positions de Morin et de Parizeau étaient trop éloignées, mais si jamais Lévesque avait pu dégoûter un moyen terme entre les deux pour utiliser le meilleur des deux... Il n'en a pas été capable.»

Claude Morin aura donc eu une influence marquante sur René Lévesque en ce qui a trait à la stratégie du parti et du gouvernement ainsi qu'au référendum. Le chef du Parti québécois et premier ministre du Québec entre 1976 et 1984 était somme toute «influencable».

«C'est le propre d'un grand chef d'accepter certaines influences si elles lui apparaissent logiques et rationnelles. Lévesque, en tant que, est un démocrate. C'est un souverainiste, mais le projet de loi le plus important pour lui c'est celui sur le financement des partis politiques. [...] C'était un chef consensuel. En même temps, lorsqu'il fallait prendre une décision, il savait imposer son jugement. Mais il ne «bulldozerait» pas son conseil des ministres.» Il laissera passer Camille Laurin et sa loi 101, «qu'il n'aimait pas du tout». Il appuiera Lise Payette et sa difficile réforme de l'assurance-automobile, Jean Garon et ses politiques agricoles novatrices.

Intarissable sur le sujet Lévesque, Pierre Godin bouge nerveusement quand il en parle. Le biographe n'a pas les tics du petit grand homme, mais il connaît le fin mot de son histoire, assez notamment pour préparer un documentaire de quatre heures avec Télé-Québec. Pierre Godin a assimilé les discours et l'argumentaire de Lévesque.

«Comme il le disait: les Québécois seront le seul peuple de l'histoire à dire non à leur liberté. [...] Au fond, Lévesque demandait la souveraineté,



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

«René Lévesque est mort souverainiste», croit Pierre Godin.

mais je suis sûr qu'il se serait contenté d'un arrangement basé sur la dignité et l'égalité. En ce sens, il n'était pas si loin de Morin, au bout du compte.» Pas si loin de Bourassa non plus avec qui il s'était amusé lors de la passation des pouvoirs à échafauder le futur cabinet.

Le surlendemain de l'euphorie de la victoire péquiste, le 17 novembre 1976, le premier ministre rencontrait par ailleurs à Montréal des représentants de maisons de courtage américaines engagées dans la vente d'obligations d'Hydro-Québec. Lévesque les aurait rassurés usant d'un ton à l'opposé de celui des péquistes radicaux.

«Il fallait tempérer», raconte Pierre Godin. Carrément, il a dit que le référendum était un outil de négociation pour arracher des concessions au gouvernement fédéral. Les deux gars qui se promènent sur les marchés pour l'Hydro n'en revenaient pas. C'était une tactique pour calmer le jeu.»

Trois mois plus tard à New York, flottera l'Économic Club, Lévesque dirait pour autant avec la doctrine Parizeau en comparant devant des hommes d'affaires le droit à l'auto-détermination des Québécois à celui qu'avaient exercé les Américains deux cents ans auparavant. Le résultat fut désastreux et René Lévesque s'éloigna peu à peu de Parizeau.

«René Lévesque s'est rendu compte qu'il [Parizeau] en menait large. C'était un peu de sa faute, il lui avait donné la triple couronne [Trésor, Finances et Revenu]. Et surtout aussi, ce qui a commencé à mettre en doute la crédibilité de Parizeau c'est le trou

de 500 millions juste avant le référendum. [...] Son show qu'il a fait ensuite à l'Assemblée nationale, c'était pour indiquer à ceux qui le suivaient qu'il était en désaccord avec la question. Mais il a donné son appui, on le voit très bien au Conseil des ministres.»

La force du livre de Pierre Godin tient justement dans ces petits détails de la vie du gouvernement. L'auteur a eu accès aux procès-verbaux du Conseil des ministres, habituellement sous scellés pendant 25 ans, mais dont une copie avait été préservée dans les archives de René Lévesque. On y voit les tractations, les débats, mais aussi les jugements portés sur le travail de chacun par le premier ministre et ses conseillers.

«Landry était considéré comme un beau et bon parleur. Il avait le statut de superministre mais il était junior à l'époque par rapport aux autres poids lourds. Un peu angélique, il proposait le cooptage en pleine crise économique. Mais il a appris très vite. Laurin était assez effacé dans la marche du gouvernement, même s'il a imposé la loi 101. Les Garon, Bérubé, Payette, Joron, et Vaugeois ressortent beaucoup comme ministres très présents.»

Les travaux sur la souveraineté prennent évidemment beaucoup de place dans la vie de René Lévesque en ces années d'Espoir. Mais l'amateurisme du camp souverainiste saute vite aux yeux. «Denis Vaugeois était responsable d'acheter des espaces de publicité dans les médias en vue du référendum. Quand il est arrivé, il n'y avait plus de place. Les fédéraux étaient déjà passés. Ils s'étaient préparés longtemps à l'avance.»

Pourtant, le gouvernement Lévesque avait songé à tenir le référendum dès l'automne 1979. À l'image de son chef — vu par Camille Laurin et rapporté par Pierre Godin, «le plus Québécois d'entre nous qui a peur, qui veut et qui ne veut pas; il oscille entre l'ombre et la lumière et quand on parle des intérêts d'un peuple, il se sent coupable — le gouvernement hésite. Il veut profiter du passage de Joe Clark à la tête du pays, mais attendra finalement le retour de Pierre Trudeau.»

«C'est encore René Lévesque. Il trouvait ça incorrect de prendre les autres les culottes baissées. [...] Durant la campagne référendaire, Lise Payette a copié beaucoup, c'est vrai que les Yvettes ont eu un rôle, mais le retour de Trudeau a été déterminant. Il était très habile et Lévesque se rendait compte de l'alibi qu'il fournissait aux indécis.»

René Lévesque ne réussira pas à obtenir un simple mandat pour négocier. Et même si on a cru que le «nuit des longs couteaux», où Québec s'est trouvé isolé des autres provinces en 1981 en refusant de signer la constitution rapatriée par Pierre Trudeau, est l'événement qui a le plus marqué Lévesque, c'est bel et bien la défaite référendaire qui l'aura davantage secoué.

«René Lévesque, sa vie, c'est quelque chose d'extraordinaire, mais c'est aussi une tragédie, la façon dont ça se termine. Au début, je ne croyais pas que le référendum l'avait autant touché. Il ne l'a pas mis dans ses mémoires, mais je l'ai trouvé dans ses notes manuscrites: politiquement, chose qui me tenait le plus à cœur c'est d'avoir échoué le 20 mai 1980.»

Perdre ses illusions ne signifie pas qu'on ne rêve plus. Lévesque n'aurait pas engueulé les Québécois pour avoir dit non, mais cela ne l'empêchait pas de penser qu'ils s'étaient trompés. «Ils se font mal», disait-il. Le chef péquiste avait mal plus que tous les autres sans doute. Mais cette «peine d'amour» ne l'a pas fait changer d'avis, selon son biographe.

«René Lévesque est mort souverainiste. Personne ne va m'enlever ça de la tête. Il a longtemps hésité. Il a mis à l'épreuve le fédéralisme lorsqu'il a été ministre avec Lesage mais quand il s'est branché c'était pour la vie. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas eu de tactiques, mais sur le fait que ce serait de l'intérêt des Québécois de récupérer tous leurs impôts, faire leurs lois et parler en leur nom sur la scène internationale, il y a cru jusqu'à la fin. Dans le dernier livre, j'ai des documents pour le prouver.»

Le coup de grâce

MARIO CLOUTIER
DE NOTRE BUREAU
DE QUÉBEC

Après les affronts de la défaite référendaire en 1980 et de la «nuit des longs couteaux» l'année suivante, l'affaire Morin a asséné le coup de grâce à René Lévesque. En novembre 1981, le grand démocrate, instigateur de l'assainissement des caisses électorales, se rendait compte que son principal stratège avait frayé avec la GRC, notamment en échange d'argent. La vie du fondateur du Parti québécois emprunte ensuite une spirale descendante, vers un deuxième mandat marqué par les règlements de comptes et un burn out. Aux yeux de son biographe, Pierre Godin, il n'y a eu toutefois: le premier ministre a le cœur brisé par l'affaire Morin et il ira, jusqu'à sa mort en 1987, de désillusion en désillusion.

«Il prend le pouvoir en 1976. Il a une grande idée, un rêve. Il s'entoure d'une brillante équipe. Peu à peu, les morceaux tombent. Les syndicats, le référendum, les longs couteaux, Morin... Plus il avance, autour de lui, c'est comme s'il y avait des abandons, des trahisons. En ce sens, Lévesque est très pathétique, très québécois», explique le journaliste en entrevue au *Devoir* au sujet du troisième tome de sa biographie de René Lévesque, *L'Espoir et le Chagrin*, qui sort en librairie aujourd'hui.

«Qui était Claude Morin? Qu'a-t-il dit à la GRC?», se demande Pierre Godin. Il n'a pas trouvé la réponse définitive, mais s'interroge sur ses motivations. «C'est qu'il l'a fait à l'insu de René Lévesque. Il était ministre responsable de la Sécurité d'État, pourquoi il ne lui a pas dit? [...] C'est une trahison. Qu'il ait été payé, c'est ce qui a fait mal à Lévesque. [...] Si on regarde les faits, oui c'est un agent double. Il l'a admis lui-même dans sa confession. Il était rémunéré par la GRC [29 rencontres entre 1974 et 1978 pour plus de 20 000 \$], donc il était l'un d'eux.»

Autre fait troublant, constate Pierre Godin, Claude Morin n'était pas le seul à porter le terrible secret de ses activités. Le ministre avait mis au courant, dès 1977, son collègue de la Justice, Marc-André Béland, puis sa directrice de cabinet à l'époque, Louise Beaudoin. Ce que le journaliste Normand Lester ne révèle le scandale en 1992. Chacun avait ses raisons, pense Pierre Godin, mais ils ont d'abord cru à la bonne foi de Morin. Louise Beaudoin, s'était opposée aux méthodes employées.

«Elle m'a tout raconté, dit Pierre Godin. Elle était prisonnière de Clau-

de Morin qui était son patron. Ce sont deux vieux amis depuis longtemps. C'est un manipulateur extraordinaire qui la met au parfum pour en faire sa complice. Elle, finalement, s'est réfugiée dans le fait qu'elle n'était que directrice de cabinet. Elle était assez proche de René Lévesque depuis des années pour lui avouer. Elle croyait qu'en le disant à Marc-André Béland, elle se dédouerait de son terrible secret.»

René Lévesque ne l'apprendra qu'en 1981 grâce à un enregistrement fait à l'insu de Claude Morin par la responsable du bureau du Québec à Ottawa, Loraine Lagacé. Le premier ministre souverainiste exigera aussitôt la démission de son responsable des Affaires intergouvernementales qui couchera sa confession sur papier sous la supervision de Michel Carpentier et de Jean-Roch Boivin. Les deux documents inédits sont rendus publics en annexe de la biographie.

La confession de Claude Morin reprend les éléments connus de sa défense. Le ministre a été contacté par la GRC pour obtenir des renseignements sur le gouvernement péquiste. Bien intentionné, il soutient qu'il avait fourni ce que des informations de pacotille en échange de dédommagements. Il admet au premier ministre que ce moyen de défendre les intérêts du Québec était inhabituel, tout comme les méthodes de la GRC. L'enregistrement montre un Claude Morin plus nerveux, agacé par les souverainistes dogmatiques. Il se disait au service du PQ en voulant contrôler l'information sur le Québec qui circulait à Ottawa. Loraine Lagacé conclut qu'il était davantage fédéraliste que souverainiste, ayant fait de Pierre Trudeau sa véritable idole.

«C'était le plus fûté des péquistes, résume Godin. Il savait comment les choses se passent dans le grand monde. C'est pour cette raison qu'il a décidé de faire une incursion interdite en passant les lignes ennemies pour aller empoisonner l'eau de leur puits. [...] Mais on peut en douter parce que la GRC ce ne sont pas des enfants de cœur non plus. L'autre thèse c'est que Claude Morin était un fédéraliste entré au PQ avec un bid bien précis: faire échouer le projet de souveraineté du Québec. C'est évident qu'un référendum c'est plus dur à gagner.»

Devant l'énigme insondable que représente Claude Morin, Pierre Godin sourit: «Ce n'est pas une biographie que j'aurais dû faire, mais un roman.»

RENÉ LÉVESQUE, 1976-1980: L'ESPOIR ET LE CHAGRIN, Boréal, 608 p.

CONCOURS UN TITRE POUR CENT TITRES

Pour participer, regardez l'émission *Cent titres* à Télé-Québec les lundis à 20 h 30 ou les mardis à 13 h 30 entre le 8 octobre et le 13 novembre 2001 inclusivement.

Inscrivez le titre du livre dont parle l'artiste invité ainsi que la date de diffusion de l'émission sur le coupon-réponse ci-joint et envoyez-le par la poste à:

Concours «Un titre pour Cent Titres»
1720, rue Du Canal, Montréal (Québec) H3K 3E6

Tirages: le lundi 19 novembre 2001
Valeur totale des prix: 3 050 \$

Les règlements du concours sont disponibles auprès de Pixcom, de Télé-Québec, des librairies Renaud-Bray et du journal *Le Devoir*. Un seul coupon-réponse par enveloppe. Les fautes de frappe sont acceptées. 18 ans et plus. Résident du Québec. Aucun achat requis.

À gagner:
2 coffrets du Grand Robert en 6 volumes et un bon d'achat de 2 000 \$ échangeable dans les librairies Renaud-Bray.

LE DEVOIR Librairie Renaud-Bray PIXCOM Télé-Québec

Formulaire de participation:

Nom _____
 Âge _____
 Adresse _____
 Ville _____
 Province _____ Code postal _____
 No de tél. (rés.) _____ No de tél. (bur.) _____
 Titre du livre _____
 Date de diffusion de l'émission _____
 Date de clôture du concours: 15 novembre 2001, 17 h.

É D I T O R I A L

Toutes les guerres sont sales

La guerre est commencée, personne ne souhaitait que nous en venions là. Ce sera une sale guerre comme elles le sont toutes. Qu'on l'envisage sous l'angle de la vengeance pour s'y opposer, ou de la légitime défense pour la justifier, elle suivra son cours et fera des victimes. L'important, c'est que ceux qui la font en notre nom ne dévient jamais de leur objectif d'origine, combattre le terrorisme, et qu'ils cherchent par tous les moyens à y mettre un terme le plus tôt possible.

Quelque 7000 personnes, civiles, sont mortes il y a un mois à New York et Washington. Elles n'ont pas péri à la suite d'un tremblement de terre ou d'un accident quelconque. Elles sont mortes assassinées. Absolument rien ne peut justifier un acte aussi diabolique. S'ils avaient pu, ces terroristes auraient tué non pas 7000 personnes, mais un million. De cela, on ne peut même pas douter car, pour ces individus, la vie humaine n'a de sens que si elle sert leur propre Dieu. Ces gens sont en guerre, mais à la différence des autres guerres, l'ennemi n'est pas un soldat, l'ennemi c'est l'autre: l'Américain, le Juif, l'occidental, l'arabe non musulman, le musulman non intégriste...

C'est cela le fanatisme, qu'il soit religieux ou politique ou les deux à la fois. Aucun argument rationnel ou moral ne peut l'arrêter. Même au sein du monde musulman, il n'existe pas d'autorité religieuse en mesure de faire entendre raison à ces intégristes. La riposte des alliés y parviendra-t-elle? Peut-être pas, mais nous n'avons pas le choix: il faut tenter de briser l'élan donné par le «succès» spectaculaire de l'opération meurtrière du 11 septembre. N'avoir rien entrepris sous prétexte de risquer d'envenimer les choses n'aurait eu pour conséquence que d'encourager les militants à répéter leur «exploit» resté impuni.

Certes, comme il a souvent été dit depuis le 11 septembre, les États-Unis ne sont pas innocents. Leur arrogance et leur aveuglement y sont pour quelque chose dans la haine que leur réservent certains peuples de la planète.

Cela dit, tous les conflits majeurs auxquels on a pu assister ces dernières années n'étaient pas le fait de cette arrogance américaine. Il y a non seulement des limites à accuser l'Amérique de tous les maux de la terre, mais surtout à ne pas vouloir comprendre la complexité des relations entre les peuples. L'Irlande, l'ex-Yougoslavie et même le Proche-Orient: les États-Unis ont le dos large, mais les peuples concernés y sont aussi pour quelque chose dans leur propre malheur.

Les États-Unis sont la seule grande puissance de ce monde depuis la désintégration de l'URSS et ils ne font qu'entrevoir leurs nouvelles obligations dans un monde où la moitié de la planète n'a plus personne pour parler en son nom. Au Proche-Orient notamment, la disparition des forces communistes a créé un vide que les intégristes musulmans se sont empressés de combler ici et là. Au cours des prochaines années, et le plus tôt sera la mieux, les États-Unis devront revoir leur position traditionnelle et travailler d'arrache-pied à la négociation d'un accord entre Arabes et Israéliens dont on comprend aujourd'hui qu'il est devenu indispensable à la paix mondiale.

À plus court terme cependant, il y a cette guerre commencée dimanche à laquelle on ne pouvait pas échapper depuis les événements du 11 septembre. Une guerre n'est jamais une bonne chose, mais elle n'en est pas moins parfois nécessaire. Ce fut le cas il y a cinquante ans en Europe, mais aussi plus récemment en ex-Yougoslavie. Devant la détermination des intégristes à semer la terreur sous l'influence d'Oussama ben Laden, nous avons l'obligation de nous défendre.

Aussi longtemps que les alliés, dont le Canada, ne dévieront pas de leur cible originale, le terrorisme international et ceux qui le soutiennent, tant qu'ils épargneront les populations civiles pour se concentrer sur des installations guerrières ou stratégiques, il nous faudra rester solidaires de cette campagne tout en sachant qu'elle sera difficile.

Ce n'est pas être guerrier que de soutenir une telle lutte: c'est de défendre les siens contre un ennemi qui a choisi de porter la mort chez soi. Dans la déclaration rendue publique dimanche, Oussama ben Laden a clairement dit que ni les Américains ni leurs alliés, militaires et civils, ne seraient plus jamais en sécurité chez eux. Ce dont cet homme nous menace, c'est de crime contre l'humanité au sens où tous les pays civilisés l'entendent et s'engagent à le combattre. Et s'il a attendu le déclenchement de la riposte américaine pour l'affirmer, il ne fait pas de doute que telle était sa détermination bien avant l'attaque du 11 septembre. Voilà aussi pourquoi, en tant qu'êtres humains libres qui tiennent à le rester, il est de notre devoir de réagir pour défendre notre droit de vivre en sécurité sur notre territoire; notre devoir aussi d'exiger de nos gouvernements qu'ils se comportent avec raison, modération et compassion à l'endroit des civils qui, inévitablement, subiront les contrecoups des actions entreprises.

jrnsansfacon@ledevoir.ca

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFAÇON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information MICHEL VENNE
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

LA CONTRIBUTION CANADIENNE...



L E T T R E S

Quand les dinosaures pensent électricité!

Le projet de construction d'une nouvelle centrale thermique alimentée au gaz naturel illustre à quel point les dirigeants d'Hydro-Québec ainsi que les membres de notre gouvernement se sont résolument enfermés dans une vision passéiste de la production d'énergie et de la croissance économique.

Le projet est non seulement condamnable du point de vue environnemental mais retarde aussi inutilement l'adoption de stratégies énergétiques et économiques de remplacement. Si les autorités voulaient prendre juste quelques minutes pour envisager une stratégie d'économie d'énergie, ils pourraient alors se rendre compte de l'énorme potentiel de création d'emplois à long terme qui en découlerait. D'une part, des programmes visant à améliorer l'isolation des résidences auraient pour effet de mettre au travail des milliers de travailleurs de la construction partout dans la province tout en améliorant le confort des clients d'Hydro-Québec et en augmentant l'énergie disponible pour le marché de l'exportation. On pourrait même en faire une mesure sociale en ciblant les quartiers défavorisés où les logements sont souvent vieux et inconfortables et par le fait même excessive coûteux à chauffer.

D'autre part, en finançant la recherche pour le développement de nouvelles technologies respectueuses de l'environnement que ce soit pour l'économie d'énergie ou pour la production d'électricité (grâce à de meilleures éoliennes par exemple), le Québec pourrait rapidement devenir un leader mondial dans le domaine ce que nous ne deviendrons pas avec la mentalité du produire toujours plus d'énergie en détournant toujours plus de rivières et en coulant toujours plus de béton.

En somme, si la solution prônée par les Landry et Caillé a tout pour plaire à leurs amis du béton et des gros projets d'infrastructure, elle ne fait que perpétuer les problèmes environnementaux et aggraver le retard du Québec dans les nouvelles technologies commercialisables

à l'échelle mondiale.

Éric Breton

Étudiant au doctorat en santé publique,
Faculté de médecine, Université de Montréal
Montréal, le 3 octobre 2001

Rétablir l'équilibre

Depuis la tragédie du 11 septembre, on peut lire, voir, entendre, bref constater tous les mécanismes médiatiques propres à la «fabrication du consentement».

Dans les premières minutes suivant les incidents du World Trade Center, on voyait déjà affiché au petit écran tous les mots fabricateurs de sens, créateurs de fantasmes, de peurs et de fausses représentations. Des titres aux couleurs significatives, portant tout le poids d'un sensationnalisme exubérant, parlaient souvent davantage que ne le faisaient les images; leur donnant un sens ou une orientation hautement symbolique: «Attack on America»; «America at war», etc.

Avant même de comprendre et de réaliser à fond ce qui venait de leur arriver, les Américains savaient déjà qu'ils étaient en guerre; mais ne savaient pas encore contre qui ou quoi!

Du coup, toutes les avenues ouvertes à la réflexion se sont fermées. On a fabriqué de toute pièce l'opinion publique: on nous a servi des idées «pré-pensées», «pré-digérées» (Bourdieu). La table est mise, les jeux sont faits, rien ne va plus.

Les attentats du 11 septembre dernier, loin de présager la guerre et de marquer un tournant décisif dans l'histoire militaire mondiale, sonnaient plutôt le glas de l'ère du déséquilibre mondial et témoignaient des premiers balbutiements d'une résistance ou plutôt d'une révolte des «sans-voix».

L'occasion est aujourd'hui propice à l'auto examen et de l'auto réflexion. Ce «cri» des «sans-voix» est une occasion sans précédent pour le monde occidental de se regarder dans le miroir et de constater ses fautes et ses abus. Tant au plan économique, géopolitique, militaire qu'au plan environnemental et moral.

L'humanité entre dans un nouveau millénaire, confrontée à des enjeux planétaires incontournables: population croissante, épuisement de certaines ressources naturelles, pauvreté et

exclusion grandissante, menaces environnementales, etc. Le déséquilibre mondial pèse aujourd'hui sur la tête de l'Occident, comme une épée de Damoclès: 16 % de la population mondiale consomme 63 % de tous les biens créés sur la terre (Ziegler); 25 000 milliards sont produits par an par l'économie mondiale, 133 milliards sont détenus par les dix plus grosses fortunes; 1,2 milliard d'humains vivent sans eau potable; 0,88 milliard n'ont pas accès aux services de santé modernes; 160 millions d'enfants mal nourris, etc.

L'efficacité des campagnes de banalisation et d'obscurcissement de ces problèmes n'a visiblement pas suffisamment été heurtée par l'éruption du désespoir qui a donnée lieu à la tragédie new-yorkaise.

C'est pourquoi l'Occident doit comprendre que la vraie tragédie se joue au quotidien et qu'il est grand temps d'y réfléchir sérieusement, pour y mettre un terme et rétablir l'équilibre.

Patrick De Bortoli

Montréal, le 20 septembre 2001

Logique perverse

M. Atkoug («Qui sème le vent, récolte la tempête», *Le Devoir*, 2 octobre) flirte avec une logique perverse. Extrapolons. Il n'aurait pas fallu libérer la France en 1940-44, puisque cette dernière était loin d'avoir les mains propres: colonisation sauvage, guerres napoléoniennes, partie agressive au Traité de Versailles qui a injustement brimé l'Allemagne, etc. M. Atkoug aurait été de ceux, mutatis mutandis, qui argumentaient qu'elle méritait bien l'Occupation... Elle semait le vent, voyez-vous! C'est ce qu'on disait voici cinquante ans des jeunes femmes un peu trop déléguées, voire, à l'occasion, cruelles, lorsqu'elles se faisaient violer... Alors libre à lui de soutenir, tacitement, les auteurs des attentats. Lorsque l'Amérique — et l'Occident par ricochet — aura été fauchée, comme il semble le souhaiter, peut-être comprendra-t-il le sens du mot «Liberté», lui qui s'avoue perplexe. Car il n'en jouira plus.

Christian Potvin

Québec, le 5 octobre 2001

LIBRE OPINION

Des frappes ciblées et des commandos spéciaux

Le scénario militaire le plus probable exclut une invasion de l'Afghanistan

JEAN-SÉBASTIEN RIOUX

Titulaire de la Chaire de recherche du Canada en sécurité internationale à l'Institut québécois des hautes études internationales, Université Laval

Le monde entier se demandait quand et où auraient lieu les frappes militaires des Américains. Ces derniers, aidés par leurs alliés du Royaume-Uni sont également soutenus par des alliés régionaux dont, au premier plan, le Pakistan, et indirectement par la Russie par l'entremise du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan qui avaient offert leur territoire comme points de départ des frappes. Plus de trente mille soldats et marins américains et trois cents avions de guerre étaient au poste dans l'océan Indien, dont les frégates qui ont lancé les premiers tirs avec leurs missiles Tomahawk. Avec toute cette puissance à quoi pouvons-nous nous attendre dans les jours et les semaines qui suivent?

À la Maison-Blanche, les indications nous portent à croire que deux camps se sont dressés l'un contre l'autre: les «durs» et les multilatéralistes. Les durs sont les conseillers militaires «externes» du président Bush — des conservateurs comme l'ancien speaker de la Chambre des représentants Newt Gingrich, l'ex-secrétaire d'État Henry Kissinger, l'ex-numéro deux à la Maison-Blanche Dan Quayle — qui prônent une riposte musclée qui inclurait aussi des frappes contre l'Irak. Pour ces derniers, les États-Unis doivent démontrer leur détermination à ne pas se laisser marcher dessus par des individus tels que Saddam Hussein et Oussama

ben Laden et devraient signaler leur crédibilité et capacité militaires dans la région pour dissuader les futurs Saddam et Oussama.

Le but: une alliance durable

Le second camp se compose d'individus qui sont déterminés à ce que la «guerre contre le terrorisme» reste une guerre contre ben Laden et son réseau Al-Qaïda ainsi que les entités et les États qui le soutiennent. Les membres de cette coalition sont le secrétaire d'État Colin Powell, la conseillère du président en matière de sécurité Condoleezza Rice, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld et même le vice-président Dick Cheney. Les «multilatéralistes» sont conscients que la coalition actuelle, qui inclut des pays arabes, ne peut survivre que si la cible demeure les terroristes et que le conflit ne dépasse pas le mandat accordé par la résolution 1373 du Conseil de sécurité de l'ONU du 28 septembre dernier. On voit bien que ce même groupe sait de quoi il parle: ce sont les mêmes qui ont créé et maintenu la coalition extraordinaire de la Guerre du Golfe en 1990-91.

Jusqu'à présent tout nous porte donc à croire que la riposte militaire restera très ciblée et dirigée contre le réseau Al-Qaïda et le gouvernement des talibans. Colin Powell et les autres multilatéralistes ont une occasion de former des alliances durables contre le fléau du terrorisme. Ils sont conscients que des frappes qui dépassent ce mandat auront des conséquences graves pour la position américaine. Ce qui se dessine est une lutte plus longue,

plus secrète et comportant surtout des moyens autres que les frappes militaires de dimanche dernier: on va, comme l'a dit Bush dans son discours le 20 septembre, utiliser des moyens financiers, policiers et le renseignement pour détruire les réseaux terroristes, en plus de frappes très ciblées.

Mais l'opération militaire est engagée. De quelles forces militaires disposent les Américains pour continuer à frapper les cibles en Afghanistan?

Le scénario militaire probable

La riposte a débuté par des frappes de missiles Tomahawk lancés par des frégates situées au large du Pakistan et des bombardiers en patrouille au nord de l'Afghanistan. L'option terrestre se limitera à mon avis à des raids et à des opérations commando qui seront composés de forces spéciales américaines et britanniques telles que:

■ Les forces spéciales américaines (les «bêrets verts») travaillent en petite équipe de 12 et sont les spécialistes des opérations de «guérilla» et de la reconnaissance dans les endroits hostiles. Les membres des détachements sont tous des militaires de carrière, ils subissent un entraînement spécial qui dure au moins un an et qui comprend des cours de langues étrangères, et sont ceux qui travailleront directement avec les guerriers de l'Alliance du Nord dans la lutte contre les talibans et à la recherche de ben Laden. Ces unités de forces spéciales américaines, et leurs homologues britanniques de la Special Air Service — les SAS, sont en Afghanistan depuis plusieurs semaines. Une unité

ultra-secrète de commandos américains, communément appelée Delta Force, aura probablement la responsabilité de kidnapper Oussama ben Laden si on le retrouve. La marine américaine a aussi son unité de commandos — les Navy Seals — qui pourra aussi avoir un rôle à jouer.

■ Les Rangers sont les spécialistes des frappes éclair. Ce sont des fantassins aéroportés experts dans les raids et la saisie d'objectifs stratégiques tels que les aéroports et les carrefours routiers importants. Ils seront appuyés par leurs homologues britanniques de l'unité des Gurkhas. Ils couperont la chaîne de logistique des talibans et occuperont les collines stratégiques pour appuyer les activités des commandos.

■ Les aviateurs qui transporteront ces commandos sur le terrain dangereux de l'Afghanistan viendront des unités spéciales de l'aviation américaine. De plus, l'armée américaine a une unité spéciale d'hélicoptères — des commandos de l'air de la Task Force 160 — qui soutiendra les missions des commandos au sol.

En somme, peu d'analystes prévoient l'utilisation de forces terrestres conventionnelles. Voilà donc un aperçu de l'option militaire la plus probable: des frappes de missiles et de bombes «intelligentes» pendant plusieurs jours voire des semaines; des raids commandos sont peu probables dans un avenir rapproché et une invasion de l'Afghanistan n'est pas probable du tout à ce stade-ci. L'option des forces conventionnelles se limitera à appuyer les combattants anti-Talibans. Espérons surtout qu'il y aura le moins de violence possible.

IDÉES

Qu'est-ce que l'Afghanistan?

Des peuples en porte à faux

RODOLPHE DE KONINCK

Professeur au département de géographie de l'Université Laval, spécialiste de l'Asie, l'auteur est membre de la Société royale du Canada

Tous les peuples de l'Afghanistan sont issus des grandes migrations trans-steppiques et surtout des nombreuses invasions ayant recouvert son territoire. Il en résulte un nombre indéterminé, mais en tout cas important de communautés linguistiques, ethniques et tribus, plus ou moins apparentées entre elles. Leur deux principales souches anthropologiques sont l'iranienne, la plus ancienne, et la turco-mongole. Rares sont les groupes dont la souche est unique, le mélange entre les deux étant presque une règle sauf, semble-t-il, pour ce qui est des Pachtous, le groupe le plus important. Les autres groupes les plus représentés au pays sont les Hazaras, les Tadjiks et les Ouzbeks. Une autre caractéristique essentielle du peuplement de l'Afghanistan, aux conséquences géopolitiques fondamentales, réside dans la répartition multinationale de plusieurs des principales ethnies. Celles-ci sont aussi présentes chez leurs voisins, parfois en nombre supérieur, mais dans des proportions qui varient au gré des guerres et des migrations qui en résultent.

Les Pachtous (on écrit aussi Pachtos, Pachtounes, Pashtounes voire Pathans).

Comme je l'ai mentionné ci-dessus, leur nom signifie «Afghan» en langue persane, laquelle appartient à la sous-famille des langues iraniennes, tout comme le pachtou qui lui est très apparenté. C'est à la présence des tribus pachtoues, dominante, que l'on doit le nom du pays. Ce sont ces tribus, en particulier celle des Dorannis, qui ont réalisé l'unité du pays en 1747, lequel s'étendait alors plus au sud, dans ce qui est aujourd'hui le territoire pakistanais. En 1893, lors de la délimitation définitive de la frontière entre l'Afghanistan et l'Empire britannique des Indes (la ligne Durand), le pays fut amputé d'une partie de son domaine pachtou. Depuis lors, les tribus et clans pachtous se trouvent de part et d'autre de la frontière, aujourd'hui afghano-pakistanaise.

En 1947, lors de la partition de l'Empire britannique des Indes, il a même été question de la création d'un Pachtouistan, question qui, pendant un temps, a envenimé les relations entre l'Afghanistan et le Pakistan nouvellement créé. Depuis cet «échec», les Pachtous sont tout de même demeurés largement dominants en Afghanistan, où ils comptent aujourd'hui pour 52 % de la population, soit pour près de 12 des 22,5 millions d'Afghans. On trouve en réalité encore plus de Pachtous en terre pakistanaise (là où ils sont appelés Pathans), environ 23 millions. Mais ils y sont très minoritaires, n'y comptant que pour 15 % d'une population estimée, en 2001, à 155 millions de personnes, et parmi laquelle les Punjabi sont majoritaires (50 %). En Afghanistan même, les Pachtous sont très largement majoritaires dans le sud et le centre de pays.

Leur chef-lieu, Kandahar, est situé en plein désert du Régistan. Kandahar constitue le véritable fief de la tribu dominante, celles des Dorannis et donc des Talibans qui en sont majoritairement issus. Les Pachtous sont même présents sur le versant nord de l'Hindou Kouch, du fait de migrations liées au nomadisme pastoral, en particulier celui des tribus ghilzaies. Contrairement à la majorité de leurs cousins iraniens, les Pachtous sont presque tous de confession sunnite. La langue officielle du pays est la leur, le pachtou. Enfin, il faut savoir qu'un principe central aux tribus pachtoues est la vengeance, la vendetta, pratiquée entre elles ou à l'endroit des autres communautés du pays.

Les Hazaras

Ceux-ci comptent pour près de 20 % de la population. Provenant essentiellement du centre montagneux du pays, en particulier de l'Hazarajat, ils



Réfugiées afghanes appartenant à l'ethnie hazara, photographiées la semaine dernière dans un camp de réfugiés à Queta, au Pakistan. Les Hazaras comptent pour près de 20 % de la population. Ils proviennent essentiellement du centre montagneux du pays.

sont, malgré la légende qui les dit d'origine mongole, de langue iranienne et de religion chiite. Les tribus hazaras, essentiellement sédentaires, ont souvent été en conflit avec les nomades, en particulier pachtous. Vers la fin du XIX^e siècle, les Hazaras ont été sévèrement réprimés par les Pachtous qui, depuis lors et jusqu'aux années soixante, sont venus utiliser leurs pâturages pendant la saison du grand nomadisme et ont même confisqué une partie de leurs terres. Ainsi, souvent chassés des campagnes, beaucoup de Hazaras se retrouvent dans les villes du pays, en particulier à Kaboul, où ils exercent surtout de petits métiers et vivent souvent dans la pauvreté. Enfin, on en trouve un grand nombre, réfugiés dans les pays voisins, à la suite des exactions ou des guerres dont ils ont été les victimes depuis 1978, comme tous les Afghans.

Les Tadjiks

Eux aussi de langue iranienne, leur nombre s'élève, en Afghanistan, à quelque 4,8 millions soit 21 % du total national. Les Tadjiks sont moins nombreux dans le pays voisin, le Tadjikistan, auxquels ils ont pourtant donné leur nom. Mais ils y sont majoritaires, comptant pour quelque 3,7 millions des six millions d'habitants de ce petit pays. Répartis dans tout le nord de l'Afghanistan, dans les plaines comme sur les piémonts et versants montagneux, de l'oasis d'Hérat jusqu'aux confins du couloir de Vakhn, ils pratiquent surtout l'agriculture sédentaire. Bien que majoritairement sunnites, les Tadjiks comptent, en Afghanistan même, parmi les adversaires les plus déterminés des Pachtous. Bien que l'on compte quatre groupes ethniques différents parmi les Tadjiks, on ne relève aucune trace de tribalisme au sein de leur organisation sociale.

Les Ouzbeks

Comptant pour à peine plus d'un million des habitants de l'Afghanistan (~5 %), les Ouzbeks y sont beaucoup moins nombreux que leurs cousins Tadjiks. De langue turco-mongole, donc de souche différente, répartis dans les plaines du nord, ils sont connus pour être d'habiles agriculteurs. C'est également le cas dans le pays voisin qui porte leur nom et où ils sont beaucoup plus nombreux, représentant environ 70 % des 24 millions d'habitants de cet Ouzbékistan.

Une économie en lambeaux

On le devine, malgré une capacité agricole non négligeable – après tout, malgré son caractère largement aride, le pays est cultivé à plus de 12 % –, reposant sur des techniques de gestion de l'eau sophistiquées et anciennes, appuyées de surcroît, depuis les années 1930, par de grands travaux hydrauliques, l'agriculture afghane est aujourd'hui en péril. Certes, sur les décombres des agricultures vivrière et industrielle, la culture du pavot s'est largement implantée. Mais si elle rapporte des devises, dont profiteraient largement les talibans, elle est peu utile à la majorité de la population, dont l'approvisionnement alimentaire, depuis deux décennies, a reposé de plus en plus sur l'aide internationale.

La production industrielle, en bonne partie concentrée à Kaboul, dans ses environs et à son aval, là où quatre centrales hydroélectriques ont été construites, est elle aussi virtuellement à l'arrêt. Enfin, il faut rappeler que les guerres empêchent le développement des infrastructures nécessaires à l'exploitation de ressources naturelles, lesquelles, contrairement à une opinion largement ré-

pondue, sont sans doute considérables. Cela concerne, notamment, le gigantesque gisement de cuivre d'Ainak, situé au sud de Kaboul et réputé pour être l'un des plus importants au monde, tout comme le gisement de gaz naturel de Cheberghan, à quelque 150 km à l'ouest de Mazar-i-Charif, dont la production est essentiellement exportée par gazoduc, vers l'Ouzbékistan. Cela concerne aussi l'important potentiel hydroélectrique, au cœur du pays, à peine entamé.

Depuis la construction pendant les années soixante du tunnel de Salang et du grand axe routier reliant Kaboul à Hérat via Kandahar – les travaux ayant été financés d'un côté par les Soviétiques, de l'autre par les Américains – les réseaux de communication internes n'ont pas vraiment été améliorés, alors que beaucoup ont par contre été détruits. L'enclavement du pays, dépourvu de chemin de fer et dont les cours d'eau sont peu navigables, n'en est devenu que plus accentué.

Un État à la dérive et une population pauvre et bafouée

Depuis 1996, les talibans, ces Khmers Rouges nouveau genre, tout en tentant de parachever leur contrôle sur la totalité du territoire, ont mis en place, avec l'appui actif du gouvernement du Pakistan, un des régimes les plus rétrogrades de la planète, dont les principales victimes ont été les Afghans eux-mêmes, en particulier les

femmes et les enfants.

Jusqu'à tout récemment, bien que fréquemment réprimandés, du bout des lèvres, par les instances internationales et les grandes puissances, les talibans ont continué à sévir contre la population du pays, en limitant singulièrement la pratique de la vie civile, interdisant, notamment, à la très grande majorité des femmes, le droit à l'emploi, et aux jeunes filles le droit de fréquenter l'école.

Le pouvoir des talibans demeure fragilisé par la persistance d'une opposition armée, celle de l'Alliance du Nord, une faction jusqu'à récemment rassemblée autour du commandant Massoud, un Tadjik de religion chiite, héros de la guerre contre les Soviétiques. Le 9 septembre 2001, un attentat-suicide permettait aux talibans d'éliminer le commandant Massoud.

Au-delà de ces guerres intestines, et en fait en bonne partie à cause d'elles, l'économie afghane est sous perfusion et la population largement dépendante de l'aide internationale. Il faut savoir aussi que le régime des talibans n'a pratiquement rien réalisé en matière d'amélioration des systèmes de santé et d'éducation, pas même dans les régions dites pacifiées: au total, le budget de l'éducation est neuf fois moins important que celui de la défense. Le résultat en est que la population afghane est l'une des plus pauvres, des plus privées de soins médicaux et des moins éduquées de la planète. En 1998, le produit intérieur brut per capita y était de 800 \$ (US), l'espérance de vie moyenne de 45 ans; le taux de mortalité infantile dépassait les 150 pour

mille; le taux d'alphabétisation, incroyablement bas, se situait à 32 %, celui des femmes ne dépassant pas 20 %, presque un anti-record mondial. Pour le Canada, les chiffres correspondants sont les suivants: le PIB per capita: \$23 582; l'espérance de vie: 80 ans; le taux de mortalité infantile, 6 pour mille; le taux d'alphabétisation, 99 %.

Un carrefour de problèmes

Au fil des siècles, plus particulièrement les deux derniers, l'Afghanistan a été relégué au statut d'état enclavé, fermé sur lui-même, mais héritier des problèmes de ses voisins, les accumulant en quelque sorte, au fil des invasions, des migrations et des guerres, intestines ou autres, dans un contexte d'implosion larvée. La communauté internationale n'a pas semblé trop s'émouvoir lorsque, il y a cinq ans, ce carrefour de problèmes, ce foyer de production de l'opium et de l'héroïne, a été pris en mains par des fous de Dieu, détestant les hommes et surtout les femmes. Ni lorsque l'Afghanistan, que l'on refusait de regarder, relégué qu'il était à l'arrière-plan de la mondialisation, est devenu une centrale «mondiale» de formation au terrorisme et de bien d'autres actions condamnables. Ce réceptacle oublié des problèmes du monde, comme jadis le Cambodge ou le Rwanda, est devenu un abcès. Il devra faire réfléchir tant les tenants de la mondialisation à outrance, celle qui broie les identités et suscite les haines, que ceux qui s'y opposent aveuglément, oubliant que c'est trop souvent à l'abri du monde, en cachette du monde, que les pires régimes, que les pires exactions prolifèrent.

Ce réceptacle oublié des problèmes du monde, comme jadis le Cambodge ou le Rwanda, est devenu un abcès



Les Talibans ont continué à sévir contre la population du pays, en interdisant, notamment, à la très grande majorité des femmes, le droit à l'emploi, et aux jeunes filles le droit de fréquenter l'école.

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs et lectrices. Etant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous prendrons contact avec son auteur. Nous vous encourageons fortement à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique de votre choix, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer clairement vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.



L'économie afghane est sous perfusion et la population largement dépendante de l'aide internationale.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Valérie Dufour (général), François Cardinal (actualité municipale), Marie-Andrée Chouinard (éducation) Yves d'Avignon (sports), Paule des Rivières (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Dominique Remy, José Boileau, Eric Desrosiers, Pauline Gravel (scientifique), Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé), Michel Garneau (caricaturiste), Diane Prévost (pages éditoriales, responsable des pages thématiques), Martin Ducloux et Christine Dumazet (recteurs), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (média), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Claude Lévesque, Claude Turcotte, René Lewandowski; à l'information internationale: Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti, Manon Cornéliier (correspondantes parlementaires à Ottawa), Mario Cloutier et Robert Dutrisac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Rioux Soucy (commis). La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). LA PRODUCTION Christian Goulet (responsable de la production), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yanick Martel, Olivier Zuida. PROMOTION ET TIRAGE, Linda Thériault (responsable intérimaire), Hélène Gervais, Dominique Larivière, (responsable de la promotion des abonnements), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Olivier Lachambre (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (secrétaire administrative), Danielle Laperrière, Caroline Perrier, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

EN BREF

Prix Nobel de médecine

Londres (AFP) — Les scientifiques britanniques, spécialistes du cancer, Paul Nurse et Tim Hunt se sont dits hier «aux anges» après avoir reçu le prix Nobel de physiologie et de médecine 2001, conjointement avec l'Américain Leland Hartwell. Le prix Nobel a été attribué au trio en raison de ses découvertes en matière de recherche cellulaire, qui «ouvrent de nouvelles possibilités pour les traitements du cancer». «Les avancées dans la recherche sur le cancer ne se produisent pas en une nuit, mais, grâce à des recherches à long terme, financées sur le long terme, comme celles fournies par l'Imperial Cancer Research Fund [Fonds impérial de recherche sur le cancer - ICRF], nous avons désormais une meilleure vision de la manière dont se développe le cancer», a déclaré Paul Nurse, directeur de l'ICRF, au cours d'une conférence de presse à Londres. «Cette connaissance sera le fondement de futures stratégies de traitement et de prévention», a ajouté Paul N. Nurse, annobli en 1999. Paul Nurse dirigeait une équipe qui a identifié le contrôle du cycle cellulaire, la division continue de cellules en deux cellules identiques remplaçant celles qui meurent, et la transmission des chromosomes aux cellules-filles.

PARI

SUITE DE LA PAGE 1

Ils viseraient en fait une guerre contre une certaine «culture de résistance» dans le monde arabo-musulman, une guerre qui pourrait atteindre aussi bien les mouvements palestiniens Hamas et Hezbollah que les régimes d'Irak, de Syrie, du Soudan ou d'Iran.

Des propos qui ne sont peut-être pas uniquement motivés par l'idéologie, si l'on se réfère aux affirmations faites hier par les responsables américains. Dans la lettre qu'ils ont transmise au Conseil de sécurité de l'ONU, les États-Unis ont indiqué qu'ils «pourraient estimer que leur légitime défense requiert d'autres actions concernant d'autres organisations et d'autres États» que l'Afghanistan et al-Qaïda.

On a beaucoup insisté sur les appuis dont s'est assuré le secrétaire à la Défense américain Donald Rumsfeld lors de sa tournée éclair de certains pays arabes ou musulmans, qu'il a pris soin d'assurer que l'opération allié ne les visait pas. Le patron du Pentagone ne s'est évidemment pas arrêté à Bagdad. Ni même à Karthoum ou à Damas.

La destruction du modeste potentiel militaire des talibans et la chute imminente de leur régime ne règlera pas tout. La destruction des bases du réseau ben Laden dans le pays non plus. S'il fallait, suprême paradoxe, que le chaos produit par les frappes américaines permette à ben Laden de se perdre dans la nature, les résultats pourraient être catastrophiques, donnant à son réseau plus de détermination, faisant remarquer dimanche le quotidien britannique *The Guardian*. Citant des sources anonymes au sein de l'administration américaine, celui-ci indiquait que les frappes ont été retardées à cause d'un débat sur la question la semaine dernière. Les faucons du Pentagone auraient donc eu le dessus sur les enquêteurs du FBI et les juristes préparant un éventuel procès.

On sait que les alliés veulent laisser les forces de l'Alliance du Nord prendre Kaboul. Ensuite, le scénario présenté par Londres et Washington prévoit la constitution d'un régime qui sera plus doux pour les Afghans que celui des talibans. Il reste à savoir comment faire accepter un tel régime par des tribus et des ethnies traditionnellement belliqueuses.

Washington a déjà promis 320 millions en aide humanitaire. Même si l'Afghanistan est très pauvre, les destructions directes et l'absence de toute production pendant cette nouvelle guerre se chiffreront à des dizaines de fois cette somme. Quand, en pleine récession, ils commenceront à additionner les factures de l'opération militaire, sans compter celles de la reconstruction d'une partie de Manhattan, les contribuables américains auront-ils envie d'en donner beaucoup plus?

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

CANADIENS

SUITE DE LA PAGE 1

NCSM *Halifax*, a déjà quitté la flotte atlantique de l'OTAN pour se rendre dans le golfe Persique. Un groupe opérationnel, qui inclut deux frégates — avec des hélicoptères Sea King à leur bord, un destroyer et un navire de ravitaillement partiront bientôt de Halifax avec leurs 1000 membres d'équipage. Une des frégates comblera le vide laissé auprès de l'OTAN alors que le reste du groupe ira rejoindre le NCSM *Halifax*. Enfin, la frégate *Vancouver* partira de la côte ouest pour intégrer un groupe américain.

Contrairement à ce qui s'était produit en 1991 et lors de la guerre au Kosovo, les CF-18 ne seront pas envoyés outre-mer. Le Canada fournira plutôt deux avions de patrouille Aurora ainsi que trois Hercules et un Airbus, des avions qui serviront surtout au transport de l'aide humanitaire. Finalement, certains éléments de l'unité spéciale anti-terroriste seront envoyés en renfort. Le général Hénault n'a pas voulu offrir plus de détails, sauf pour dire qu'ils n'avaient pas encore été déployés. D'autres demandes, y compris de troupes terrestres, pourraient être faites, a-t-il noté, mais il a souligné que l'armée de terre était déjà mise à contribution dans 12 missions à l'étranger, en particulier en Bosnie.

Durant toute la guerre du Golfe, en 1991, le Canada avait fourni 18 CF-18, un hôpital de campagne et au moins un navire participant à l'application de l'embargo. Au total, 4500 militaires y ont servi.

Cette fois, personne ne s'est risqué à évaluer la durée ou le coût de cette guerre nouveau genre. À des fins de planification cependant, l'armée a décidé de suivre jusqu'à nouvel ordre son rythme habituel de rotation des missions à l'étranger, soit six mois. Le ministre a pour sa part précisé que «peu importe ce qui serait demandé aux forces armées, le gouvernement les appuierait avec les ressources nécessaires».

Le gouvernement pourra compter sur l'appui de la majorité des chefs des partis d'opposition qui ont été informés à l'avance de la décision canadienne. Seule Alexa McDonough, chef du NPD, s'y est opposé. L'allié Stockwell Day, lui, a félicité M. Chrétien pour «une des décisions les plus difficiles qu'un premier ministre puisse prendre, celle d'envoyer des citoyens à la guerre». Notant qu'il ne s'agissait pas d'une guerre contre l'Islam ni contre la population afghane, il a invité le Canada à offrir une aide humanitaire immédiate et à long terme aux victimes du conflit.

Le chef bloquiste Gilles Duceppe a conclu que les frappes étaient justifiées tout comme l'appui offert par le Canada mais jugeait l'aide humanitaire insuffisante et lente à arriver. Il a aussi insisté sur l'importance de placer dès que possible la coalition sous le parapluie des Nations unies.

Bien qu'il ait toujours exigé la tenue d'un débat et d'un vote aux Communes avant tout déploiement, M.

Duceppe s'est réjoui «du fait que la Chambre des communes aura l'occasion de débattre de l'envoi de troupes canadiennes avant qu'elles n'atteignent le théâtre d'opérations, comme le ministre de la Défense en a donné l'assurance». M. Chrétien a promis dimanche qu'un débat aurait lieu dès lundi prochain, lors de la reprise des travaux parlementaires.

Mme McDonough, elle, a déploré les bombardements. «La justice ne sera pas rendue en bombardant des cibles civiles». Elle aurait aussi voulu que le Parlement se prononce avant que le premier ministre ne prenne un quelconque engagement.

Le premier ministre a promis d'offrir des mises à jour régulières, mais on ne pouvait savoir hier si, à la suite de ce nouvel appui, on avait modifié l'évaluation du risque auquel le Canada est soumis. «Depuis le 11 septembre, toutes les agences responsables de la sécurité sont en état d'alerte et [...] je dois dire qu'il n'y a pas d'information qui indiquerait à ce moment précis qu'il y ait une menace contre les Canadiens. Mais bien sûr, avec notre participation accrue aux efforts de la coalition, personne ne peut tenir cela pour acquis. Toutes les mesures sont donc prises pour être prêts», a dit M. Eggleton.

Le premier ministre a par ailleurs confirmé dimanche l'annonce imminente d'une série de mesures sous forme de programmes et de projets de loi pour «faire face à la menace du terrorisme».

avec AP, Reuters et AFP

Manifestation sanglante

Gaza (Reuters) — Une manifestation interdite organisée par le mouvement intégriste Hamas contre les raids anglo-américains en Afghanistan a mal tourné hier à Gaza, se soldant par la mort de deux jeunes Palestiniens, et par une quarantaine de blessés, dont dix policiers autonomes. Selon des témoins, les policiers palestiniens ont abattu deux manifestants — pour la première fois en plus d'un an d'intifada — en tirant sur eux à balles réelles. Mais la police affirme que les deux victimes, âgées de 13 et 21 ans, ont été victimes de tireurs masqués. Quoi qu'il en soit, ces graves incidents confirment le fossé croissant entre les autorités officielles palestiniennes, qui soutiennent la position américaine, et une population de plus en plus sensible aux sirènes des islamistes dont Hamas forme le fer de lance. Le chef islamiste d'origine saoudienne Oussama ben Laden, que Washington traque en Afghanistan depuis les attentats du 11 septembre à New York et Washington, a fait savoir, après le lancement des raids anglo-américains, que les États-Unis ne pourraient plus vivre en sécurité tant que ce ne serait pas le cas aussi des Palestiniens.

RUPTURE

SUITE DE LA PAGE 1

mythique que ni la police, ni la gendarmerie, ni les forces armées ne peuvent contrer. En réalité, il est protégé par un régime oppressif qui lui-même sème la terreur. Le héros ben Laden se tapit dans des grottes, des tunnels ou des anfractuosités, il vit dans l'obscurité à l'instar de ses noirs desseins et promet une fin apocalyptique à tous ceux qui ne pensent pas comme lui. Tout cela est étranger à la transparence de la démocratie. Et tout cela ne serait guère plus dérangeant qu'un psychopathe en liberté, si ce n'était que le personnage en question s'est reproduit à un rythme alarmant entraînant avec lui des dizaines de milliers de combattants rompus à la terreur et dont le seul objectif est de semer le chaos.

Enfin, et c'est là l'essentiel, il peut, selon ses désirs les plus secrets, occire 6000 personnes en quelques instants, hommes, femmes ou enfants, sans distinction de race, de couleur, de sexe ou de religion. Curieusement, le danger n'est plus aujourd'hui celui des armes nucléaires possédées par des États, mais plutôt l'incroyable péril qu'elles tombent en des mains infâmes.

Une révision profonde du rôle de la police et des forces armées

La police est née pour protéger les citoyens contre les malfaiteurs. C'est déjà un premier niveau d'ordre, peu importe que la police soit ou non le dernier rempart de la bourgeoisie contre le désordre qu'engendre la pauvreté. Ensuite, il y a, aux États-Unis, la garde nationale et, en France, la gendarmerie ou les CRS (Compagnies républicaines de sécurité), capables de protéger l'État contre des mouvements insurrectionnels, pour le cas où des policiers seraient tentés de se joindre à des mouvements révolutionnaires. Et puis, il existe des armées, pour protéger le citoyen contre des dangers extérieurs.

Or ben Laden, jusqu'au 11 septembre, ne relevait de personne. Il a sa propre police, il est protégé par un régime de terreur dans un pays de surcroît inaccessible et hormis l'Iran, qui était prêt à faire la guerre en Afghanistan en 1998, personne n'a incommodé ce personnage légendaire, en dépit des efforts de la CIA qui le pourchasse depuis 1998 en Afghanistan même, et du Pakistan qui a mis à profit son réseau pour attiser le conflit au Cachemire contre son voisin indien.

Le terrorisme millénaire transnational ultraviolent est probablement la formule qui qualifie le mieux le mouvement ben Laden d'aujourd'hui. Or il tombe entre toutes les failles du système de protection auxquels les États nous ont habitués depuis des siècles. Les États-Unis ont trouvé une formule heureuse: une coalition antiterroriste mondiale. Ce faisant, les balises sont claires. Pour ce faire, il faut en effet criminaliser cette violence et tenir les États responsables de tous les faits et gestes qui pourraient être commis par ces organisations ou réseaux depuis leurs territoires. Autrement dit, ce sont désormais les forces armées qui doivent appuyer la police et les services de renseignement pour s'emparer d'un criminel «mort ou vif». Pour le pouvoir, le terrorisme est et restera toujours un bandit criminel. La faille est énorme. Il n'est pas sûr que cette coalition tienne indéfiniment.

Une révision profonde des forces armées s'impose donc pour contrer ce fléau indescriptible du terrorisme transnational. La plupart des pays disposent de «swat teams» (Special Weapons and Tactics) capables d'inter-

venir dans des situations dangereuses de prise d'otages ou de séquestration de personnes. Nous n'en sommes plus là. La lutte antiterroriste sur une base mondiale va impliquer une réorganisation complète du rôle des forces armées, comme forces d'appui à des groupes d'intervention capables d'intervenir rapidement et d'une façon foudroyante. L'Occident est désormais sur la défensive, car l'ennemi est la plupart du temps invisible. L'Antéchrist peut même savourer en toute quiétude un secret désir de vengeance, se sachant à l'abri du temps et des regards. D'où la volonté des États-Unis d'intervenir maintenant.

Un difficile jugement moral

Qu'on le veuille ou non, en criminalisant ces mouvements et en tenant les États responsables de ce qui se passe sur leur territoire, on demande beaucoup à plusieurs États qui souvent n'ont pas les moyens d'assurer la pérennité de leur propre régime. L'histoire de la décolonisation a donné lieu à des mouvements de guérilla sans fin. Même l'Église catholique, plus particulièrement en Amérique latine, a longuement réfléchi sur l'opportunité d'une théologie de la libération. Les communistes y ont aussi pensé. L'Amérique, avec les événements de septembre, a aussi trouvé sa propre théologie: éradiquer le terrorisme transnational ultraviolent avant que celui-ci ne l'anéantisse.

Les fondements de la violence ne datent pas d'aujourd'hui. Mais celle de New York a peut-être marqué l'arrêt de mort de ben Laden. L'apocalypse new-yorkaise est criminelle, parce qu'inhumaine et inacceptable. Il est faux de prétendre que New York constitue un incident terroriste comme un autre. Il est tout aussi erroné d'affirmer que ce n'est que l'énormité qui distingue cet incident des autres. En fait, New York marque une rupture de conscience, un fracas de l'âme qu'aucune société ou civilisation ne peut tolérer.

La poussière n'a pas fini de retomber sur les événements sanglants de New York. D'ores et déjà, les démocrates savent, pour paraphraser Paul Valéry, qu'elles risquent de s'écrouler avec la fin du règne de l'argent. La démocratie est un luxe, pourrait-on dire! On le sait d'autant plus aujourd'hui que, dans notre mémoire collective judéo-chrétienne, nous avons appris qu'une société juste est celle qui partage ses ressources et qui s'emploie à combattre les inégalités socio-économiques les plus honteuses.

D'où la difficulté de séparer dans ce débat qui s'annonce le bon grain de l'ivraie. En réalité, c'est précisément à cause de leur hyperpuissance que les États-Unis deviennent la cible d'attaques terroristes dans le monde. En ce sens, l'Amérique est victime de son propre succès. Comment dans ces conditions peut-on transformer un capital stratégique en capital politique? De Washington, mais aussi de tous les autres États, dépend désormais la survie de notre planète! Les discours sur la mondialisation devront prendre un autre ton et une autre tangente. États et sociétés civiles devront désormais travailler ensemble plutôt qu'en porte à faux, sinon les deux y risquent leurs peaux. Inégalement, peut-être, mais sûrement. «Derrière le voile de l'ordre, nous rappelait le poète Novalis, luisent les yeux du chaos.»

Albert Legault est directeur du Forum sécurité et défense à l'Institut québécois des hautes études internationales de l'Université Laval.

FRAPPES

SUITE DE LA PAGE 1

La vague de bombardements d'hier est survenue à la même heure que la veille — midi trente heure de Washington, 20h30 en Afghanistan — et s'en est prise à des cibles «similaires», selon le Pentagone. Les frappes ont visé les aéroports de Kaboul, Jalalabad et Kandahar (bastion des talibans), rapporte l'agence Afghan Islamic Press, proche des dirigeants actuels de l'Afghanistan.

Parmi les cibles atteintes à Kaboul figurent, outre l'aéroport, une hauteur proche du centre-ville où se trouve le principal émetteur de télévision, a rapporté un témoin.

Cette deuxième vague a fait appel à une dizaine de bombardiers B-1 et furtifs B-2, une dizaine d'avions de combat embarqués à bord de porte-avions et à des tirs de missiles de croisière depuis des navires. Seuls les Américains ont participé à cette opération.

Dimanche, un sous-marin britannique s'était joint aux forces américaines pour atteindre 31 cibles, essentiellement des camps du réseau Al-Qaïda d'Oussama ben Laden et des installations militaires des talibans. Une opération réussie, s'est félicité le président Bush. Le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, admettait toutefois ne pas savoir si tous les centres de commandement et de contrôle ciblés dimanche avaient été détruits.

M. Rumsfeld a cependant démenti que les frappes aient pu viser des objectifs non militaires à Kaboul, comme l'avaient dénoncé les talibans. Selon ceux-ci, l'attaque de dimanche a fait 20 morts mais aucune source indépendante ne peut confirmer ce chiffre.

De leur côté, les forces de l'opposition afghane n'envisagent pas de lancer dans l'immédiat une offensive contre les talibans défendant Kaboul. En revanche, les opérations au sol dans le pays seront menées exclusivement par les forces de l'Alliance du Nord, dit l'un de leurs porte-parole.

Hier, l'Alliance affirmait notamment bombarder des positions des talibans à Mazar-i-Sharif, ville stratégique du nord de l'Afghanistan, en conjonction avec les nouvelles frappes américaines.

Le président Bush a pris vendredi la décision de lancer des frappes en Afghanistan et a donné samedi l'ordre de décoller aux bombardiers américains, a révélé hier un haut responsable américain à Washington. Depuis, les forces de police ont été placées en état d'alerte maximale dans l'éventualité d'une riposte terroriste et le président lui-même a admis que «beaucoup d'Américains ont peur».

Chacun doit toutefois s'armer de patience et s'attendre à ce que l'opération «Liberté immuable» dure des années et qu'elle s'étende sur plusieurs fronts, a dit le président. «Un peu comme la guerre froide», a précisé le secrétaire à la Défense qui a refusé de dire combien de temps dureront les bombardements actuels.

Selon son porte-parole, le président Bush ne s'inquiète toutefois pas de la rediffusion fréquente au Proche Orient de l'appel à la guerre sainte contre l'Amérique lancé par ben Laden dimanche. La déclaration pré-enregistrée a été diffusée par la chaîne Al-Jazira, regendée partout dans le monde arabe.

«Si ben Laden disparaissait demain, la guerre continuerait. Il aurait un successeur qui ferait d'autres déclarations pré-enregistrées», a dit M. Fleischer.

Blair s'adresse aux Arabes

Le premier ministre britannique Tony Blair, allié indéfectible des États-Unis dans cette offensive, a néanmoins décidé de passer à son tour par la chaîne Al-Jezira pour s'adresser directement aux peuples arabes.

Dans cette entrevue, M. Blair prévient qu'Oussama ben Laden cherche à instaurer des régimes de type talibans dans tout le Moyen-Orient. «Je ne crois pas que d'aucuns souhaitent sérieusement vivre sous ce type de régime», insiste-t-il. Il dit également que les frappes ne sont pas le début d'une guerre de l'Occident contre les musulmans.

On se demande toutefois si ces propos réussiront à contrer les manifestations anti-américaines qui ont cours dans plusieurs pays musulmans depuis le début des frappes. Car la référence de ben Laden à la cause palestinienne pour justifier son combat suscite une sympathie certaine.

S'il n'y a pas eu de manifestations dans les camps palestiniens, nombre de responsables et de simples habitants n'ont pas caché qu'ils avaient été impressionnés par les menaces de ben Laden qui a promis aux États-Unis qu'ils ne connaîtraient «plus jamais la sécurité avant que la Palestine ne la connaisse».

«Je n'étais pas avec ben Laden lorsque j'ai attendu du 11 septembre ont eu lieu, mais maintenant je le soutiens, parce que c'est le seul qui fait quelque chose pour nous et qui ose dire que si nous ne récupérons pas nos droits, il faudra alors que le reste du monde connaisse les souffrances que nous endurons», dit ainsi Walid Chaouli, un épicier d'une quarantaine d'années interviewé par l'AFP.

Le terrorisme et les frappes américaines en Afghanistan seront d'ailleurs au cœur des discussions des pays membres de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), jusqu'ici très prudents dans leurs déclarations, qui se réunissent pour deux jours à Doha, au Qatar, à partir de demain.

Cette réunion est précédée par celle des ministres des Affaires étrangères des 22 pays de la Ligue arabe. Ils tenteront d'établir une distinction entre le terrorisme et les actes de résistance à une occupation, une référence à la lutte menée par les Palestiniens.

Dans le monde occidental, l'action conjuguée des États-Unis et de la Grande-Bretagne a reçu hier un large soutien. Le président chinois Jiang Zemin a lui aussi exprimé son appui au président Bush.

Le président américain doit d'ailleurs se rendre les 20 et 21 octobre à Shanghai à la rencontre du Forum Asie-Pacifique (APEC), rendez-vous qu'il a maintenu hier.

Restaurant Gutenberg — cuisine française qui fait bonne impression

► **CE MIDI:** Entrée + Salade de chèvre chaud + dessert • 13\$

► **L'AVANT-SPECTACLE:** Entrée + Filet de bœuf aux chanterelles + dessert • 25\$

Presentez votre billet de spectacle et recevez un apéritif avec votre table d'hôte!

359, av. du Président-Kennedy (coin de Bleury) • ☎ Place des Arts • Tél.: 285-8686 • gutenberg@qc.aira.com